

Le mouvement social de 2001 en Kabylie. Regards académiques : Questions et perspectives de recherche¹

The 2001 social movement in Kabylia.

Review of studies and research perspectives

Abdenour Ould Fella¹

¹ Université Abdarrahmâne Mira de de Bejaia, Algérie

¹ Chercheur associé au CEMS-EHESS, Paris, abdenour.ouldfella@univ-bejaia.dz

Article information

History of the article- Historique de l'article

Received: 05/12/2019	Accepted : 06/09/2021	Published : 31/12/2021
----------------------	-----------------------	------------------------

Abstract

In this article we will examine the perspective of the academic community on the 2001 social movement in Kabylia. This critical analysis is an opportunity not only to underline the salient facts of this mobilization, its singular characteristics, its breaks and continuities compared to previous protest movements, but also to identify and debate the questions that this unprecedented citizen mobilization poses to society. , to the State and to the university field. We will endeavor to show the contributions and the limits of his work, in particular the lack of theoretical innovation and the effects of media framing on their perception of protest, due to the use of press data. Finally, we will proceed with the formulation of a new ethnographic approach, which is based on a field survey in situ and in vivo on the temporal dynamics of mobilization at the local level and the use of different theoretical heritages and renewal. studies on social movements, crisis situations and revolutionary processes.

Keywords: Social movement 2001, Kabylia, arch, public space, ethnographic survey.

Résumé

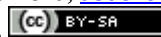
Dans cet article nous examinerons le regard de la communauté académique sur le mouvement social de 2001 en Kabylie. Cette analyse critique est une opportunité non seulement pour souligner les faits marquants de cette mobilisation, ses caractéristiques singulières, ses ruptures et continuités par rapport aux mouvements de protestation précédents, mais également pour identifier et débattre des questions que cette mobilisation citoyenne inédite pose à la société, à l'État et au champ universitaire. Nous nous efforcerons de montrer les contributions et les limites de ses travaux notamment le manque d'innovation théorique et les effets du cadrage médiatique sur leur perception de la contestation, du fait du recours à l'exploitation des données de la presse. Enfin, nous procéderons à la formulation d'une nouvelle approche ethnographique, qui s'appuie sur une enquête de terrain *in situ* et *in vivo* sur les dynamiques temporelles de la mobilisation à l'échelle locale et le recours aux différents héritages théoriques et au renouvellement des études sur les mouvements sociaux, les situations de crise et les processus révolutionnaires.

Mots clés : Mouvement social 2001, Kabylie, arch, espace public, enquête ethnographique.

¹ Cet article est tiré d'une partie de notre thèse de doctorat : « Les modes de sociabilité politique dans une commune de la Kabylie contemporaine, ethnographie d'une mobilisation citoyenne en 2001 à l'échelle locale, Ait Arbi, Iferrhounene, Tizi-Ouzou, sous la direction de SALHI Mohamed et KINZI Azzedine, Université M .Mammeri Tizi-Ouzou, juin 2021. Nous remercions vivement Alain Mahé pour ses précieuses remarques et sa lecture critique de ce texte.

Auteur correspondant : Abdenour Ould Fella, abdenour.ouldfella@univ-bejaia.dz

ISSN: 2170-113X, E-ISSN: 2602-6449,



Published by: Mouloud Mammeri University of Tizi-Ouzou, Algeria



Introduction

L'ampleur de la mobilisation citoyenne en 2001 en Kabylie et les tensions politiques qu'elle a suscitées ont capté l'intérêt des chercheurs des sciences sociales aux niveaux national et international. Beaucoup d'approches théoriques et méthodologiques ont été élaborées et mises en place pour décrire et analyser ce mouvement social et percer l'énigme de ce paradoxe d'un mouvement citoyen et moderne qui a émergé dans une région d'Algérie à l'avant-garde des luttes citoyennes et démocratiques, qui se revendique d'une dénomination en référence aux tribus Kabyles. L'effet de surprise, de perplexité et d'incompréhension qui a submergé dans un premier moment l'opinion publique et académique, laisse place à la réflexion et à l'examen des faits.

Dans ce travail nous examinerons quelques études publiées dans des revues scientifiques par des chercheurs² venant de différentes disciplines des sciences sociales et humaines, à partir d'entrées thématiques en fonction d'interrogations théoriques, méthodologiques et empiriques que nous avons élaborées et qui peuvent nous éclairer sur cette dynamique contestataire. Nous procéderons, également, à la formulation de quelques observations critiques à l'égard de ces travaux et les pistes de recherches qu'elles ont initiées et nous identifierons leurs limites et les questions qu'elles n'ont pas abordées ou insuffisamment prises en charge et nous présenterons une esquisse d'une nouvelle approche ethnographique de la dynamique contestataire et de ses diverses configurations au niveau local, qui s'appuie sur une enquête de terrain *in situ* et *in vivo* et qui entend faire place aux perspectives conflictuelles des protagonistes de la mobilisation citoyenne de 2001.

La mobilisation de 2001 constituait une situation de crise ou conjoncture critique au sens de Burstin,³ avec ses propriétés de contingence et d'incertitude, qui pouvait déboucher vers un processus révolutionnaire. Elle a ouvert un contexte de fluidité politique (Dobry 1986) qui conduit des personnes ordinaires inorganisées qui ne disposent pas d'expérience militante à s'engager, à devenir acteurs et protagonistes (Burstin) du conflit et en coordination et concurrence avec des militants aguerris ont parvenus à déssectoriser l'espace social et susciter une dynamique de mobilisation inédite et de « vivre ainsi un temps historiquement marquant, un « grand tournant de l'Histoire » (Burstin 2010 : p.8) lumineuse.

² Il s'agit des auteurs suivants : C. Lacoste-Dujardin (2002), M.B. Salhi (2002), T. Yacine (2002), E. Tilleli (2003), A. Mahé (2004 et 2010), A. Layachi (2004), Y. Ben Hounet (2004), K. Direche-Slimani (2006), N. Amrouche (2009 et 2013), B. Abrika (2012).

Cette présentation n'inclut pas les travaux de mémoires de licence, de master et de doctorat réalisés en Algérie ou ailleurs. Au département de langue et culture Amazighes de Bejaia, dix travaux de mémoire de licence civilisation berbère et de master anthropologie du monde Amazigh ont été soutenus sur cette thématique de 2003 à 2018. Pour une revue détaillée de ces travaux, voir chapitre 1 de notre thèse de doctorat 2021.

³Haim Burstin, 2013, Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française, Paris, Vendémiaire, 444 p.

Un mouvement social inédit

En 2001, l'Algérie a vu émerger un mouvement social inédit d'une ampleur sans précédent tant dans les nouveaux modes d'action qu'il empreinte, de la forte mobilisation qu'il suscite, des revendications qu'il porte, des nouveaux acteurs qu'il met en scène et notamment de l'originalité de ses modalités d'organisation et de la complexité et la diversité des formes d'articulation des différentes coordinations, et de la diversification des lieux de la contestation.

La genèse, le processus de problématisation et de publicisation du conflit, la dynamique et le déploiement de cette mobilisation forment un cycle de mobilisation (Tarrow. S. 1989 et 1995)⁴, qui détermine et structure les trois étapes de sa trajectoire. La phase ascendante (avril-mai 2001) et la phase de zénith (juin-août 2001), enfin la phase descendante (rentrée sociale 2001 à Janvier 2005).

L'assassinat du jeune Guermah, le 18 avril 2001 et de plusieurs dizaines de jeunes qui ont investi les rues pour exprimer leur indignation face aux violences de la répression des forces de l'ordre, a propulsé des militants politiques et des personnes ordinaires dans un processus politique qui va donner naissance à une dynamique de mobilisation inédite et la constitution de collectifs et de structures diverses à travers toutes les localités de Kabylie. Les contestataires vont s'appuyer sur la densité des réseaux associatifs et des espaces de sociabilités politiques et particulièrement les assemblées villageoises qui constituent les ressorts les plus dynamiques et les plus fiables pour prendre en charge la situation de crise. Des coordinations locales sont mises en place au niveau des communes, daïras, et de quelques archs qui se fédèrent en coordinations de wilaya et d'interwilayas. A Tizi-Ouzou, la CADC, coordination des Archs, daïras et communes, est née le 17 mai 2001 à Illoula Oumalou d'un regroupement de collectifs disparates, dont certaines coordinations tribales (At Jennad etc.) qui imprimeront au mouvement dit des « arouchs », un mode d'organisation original et une identité collective disputée et stigmatisée, diffusée et promue par un cadastre médiatique intensif et dépréciatif.

Dans sa phase ascendante, le mouvement de contestation a agrégé des ressources militantes, logistiques et organisationnelles diversifiées et abondantes aspirées par le « choc moral » (Jasper James 1997) suscité par le drame. Il s'est appuyé sur les comités de village et le mouvement associatif, adopté le principe d'horizontalité dans son mode d'organisation et de représentation et rejeté les élus des partis politiques tout en intégrant des militants de courants idéologiques hétéroclites. Cette constellation de militants et d'entrepreneurs de causes ont participé à la mise en langage de la protestation, à la mise en forme des griefs par l'élaboration d'une plateforme programmatique consensuelle dite d'El Kseur, le 11 juin 2001, qui a entré en connexion et en résonance avec les cadres de perception des

⁴ Pour éviter de commettre la même l'erreur commise par S. Tarrow lors de l'élaboration du concept en confondant entre « cycles d'attention médiatique et cycles de protestation » (Fillieule 2007 voir Isabelle Sommier 2010, p178) puisqu'il s'est appuyé uniquement sur le dépouillement d'un quotidien italien de 1966 à 1973, nous avons procédé à la division séquentielle des étapes du cycle de mobilisation sur la base de notre enquête de terrain.

protestataires qui se sont fortement mobilisés dans une « manifestation de crise » (P. Favre 1990) d'une ampleur historique, le 14 juin à Alger. Cette forte mobilisation populaire et l'intense activité politique déployée marquent la phase de zénith du mouvement de contestation qui va se diriger graduellement vers une trajectoire descendante à partir de l'été 2001, avec le retrait des comités de villages, le désengagement et l'exclusion de plusieurs militants, la segmentation des organisations protestataires notamment avec la scission au sein de la CPWB, comité populaire de la wilaya de Bejaia, en juillet 2001, la radicalisation des actions protestataires. Ce déclin de la mobilisation est provoqué et amplifié par le mode de gestion autoritaire des pouvoirs publics de la manifestation du 14 juin et l'emprisonnement de l'encadrement politique de la contestation, le cadrage médiatique dépréciatif du mouvement « des arouchs » et l'ethnisation de la mobilisation par la mise en avant et la satisfaction d'une partie des revendications identitaires en reconnaissant la langue amazigh comme langue nationale, en avril 2002, ce qui a contribué à cloisonner la mobilisation et empêcher son élargissement en dehors de la Kabylie.

L'offre de dialogue du gouvernement d'Ouyahia en 2003 va amplifier les divisions internes et conduire à la conclusion d'un protocole d'accord avec « l'aile dialoguiste » du mouvement, dans un premier moment en janvier 2004 orienté vers la prise en charge des incidences des événements et dans un deuxième temps vers le mécanisme de mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur, le 15 janvier 2005, paraphé par Ahmed Ouyahia et Belaid Abrika.

Ce mouvement social d'une ampleur inédite a fait l'objet de plusieurs recherches de la part des spécialistes en sciences sociales et humaines qui ont examiné, interrogé et identifié les questions que ce mouvement pose à la société, à l'Etat et aux sciences sociales et humaines. Dans ce texte, nous proposons d'examiner quelques-unes de ces interrogations majeures.

1. Du dynamisme des assemblées villageoises comme arènes, publiques, ressources politiques et organisationnelles

Les assemblées villageoises se sont imposées au Printemps 2001 comme un acteur central sur l'espace public national et beaucoup de protagonistes médiatiques, politiques et intellectuels ont été surpris et inquiétés par cette réémergence jugée inattendue et inappropriée dans une Algérie indépendante qui se veut moderniste, dotée d'institutions modernes et débarrassée des archaïsmes légués par une histoire tumultueuse.

Les différentes politiques administratives coloniales n'ont jamais adopté une approche unique et homogène à l'égard de *Tajmaet* « assemblée villageoise » qui était parfois tolérée, parfois interdite, tout en tentant de la transformer, de l'occulter et de la neutraliser. En dépit de ces politiques, les assemblées villageoises ont pu se maintenir et dans beaucoup de localités se dédoubler, l'une clandestine aux mains des villageois et l'autre officielle désignée par les autorités coloniales.⁵

⁵ Sur cette question, voir Charles-Robert Ageron, 1968 T1 et Mahé, 2001, et Jean Morizot, 1962.

Bien qu'elles offrissent aux militants nationalistes et islahistes des tribunes pour la diffusion de leurs idées, dès le début de la guerre de libération nationale les assemblées villageoises étaient sous contrôle des « cellules de l'Organisation Politico-Administrative (OPA) » du front de libération nationale, FLN, qui « se substituèrent localement aux assemblées villageoises ». (Mahé 2004)

À l'indépendance, *Tajma* occupait un statut ambivalent de semi-clandestinité sans aucune légitimité qui leur permettait d'entreprendre une coopération pragmatique avec les autorités locales et de servir dans certains cas de relais des pouvoirs publics sous l'emprise des notabilités politiques et bureaucratiques du parti unique du FLN. Ce parti, comme agent de modernité, ambitionne de développer et d'intégrer les communautés rurales et les expurger de leur traditionalisme, qui constitue à ses yeux un obstacle à leur progrès. Le mouvement identitaire de 1980 rompt cette tendance et engage un processus de reconfiguration des rapports entre les différents protagonistes et fait émerger de nouveaux acteurs porteurs de nouvelles perspectives qui mettent en place des collectifs culturels et une transformation graduelle des assemblées villageoises en comités de villages qui deviennent officieuses au cours de cette contestation et son prolongement par le MCB, mouvement culturel berbère.

L'ouverture démocratique et libérale de 1988, avec la loi du 4 décembre 1990 (loi 90/31 décembre 1990), va impulser une dynamique associative inédite⁶ qui se manifestera par une éclosion sans précédent du nombre d'associations créées et très actives qui se poursuivra même durant les « années de braise » (1992),⁷ où la menace terroriste islamiste et

Jean Morizot qui a exercé des responsabilités administratives à Ain El Hammam et à Fort National écrit ce propos : « On aurait pu, toute fois, penser qu'en fin dotés d'institutions qui paraissaient allaient si complètement au-devant de leurs aspirations, les kabyles laisseraient tomber en désuétude celles de leurs coutumes qui réglaient l'administration de leurs villages et qui pouvaient paraître assez mal adaptées aux exigences de la vie moderne. Or, jusqu'en 1954, la transformation a été peu sensible : dans la majorité des centres, il coexistait deux organisations, l'une traditionnelle, l'autre officielle, qui souvent s'épaulaient et se complétaient, mais parfois s'ignoraient ou même se combattaient. Il y avait généralement deux assemblées, deux caisses, deux règlements et était apparent que dans la vie quotidienne les *qanoun* étaient mis en jeu beaucoup plus souvent que les articles du Code pénal ». (1962 : p.117)

⁶Pour avoir un aperçu de cette dynamique, il faut mettre en perspective qu'avant « les réformes politiques, en 1988, près de 12 000 associations étaient officiellement enregistrées auprès du ministère de l'Intérieur (CENEAP 2003). Ce chiffre passe à 57 400 en l'espace de dix ans (1998) et à 75 000 en 2007 (Derras 2007 : 119) pour atteindre les 93 654 associations officiellement enregistrées en décembre 2011 (92 627 associations locales et 1 027 associations nationales, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur). ». En 2017, 108 940 associations sont recensées par les autorités.

Il faut souligner que la vivacité de beaucoup de ces associations agréées par les autorités s'est éteinte avec l'instabilité de l'encadrement militant, le départ vers la France et au Canada de beaucoup de militants et les rivalités partisans autour de l'influence sur le tissu associatif. De ce fait, certaines associations se sont hibernées ou disparues. Selon Derras seules 1500 associations étaient actives sur les 75 000 agréées en 2007. (2007 : 119)

⁷ Notamment dans les wilayas du Sud moins touchées par le terrorisme. Les wilayas d'Adrar et de Tamenrasset sont en tête des wilayas en terme de nombre d'associations créées entre

l'autoritarisme étatique renaissant vont faire hiberner une partie du mouvement associatif ou le domestiquer durant une décennie en le « détournant de sa première stratégie d'opposition ». (Thieux, 2009 : p.3)

Le mouvement associatif berbère, quant à lui, subira les tensions et tiraillements du champ politique suscités par les clivages au sujet du rapport à entretenir avec les islamistes du Front Islamique du Salut (FIS) et du pouvoir autoritaire qui a interrompu le processus électoral en janvier 1992. Beaucoup de militants culturalistes et associatifs sont contraints, par effet de bipolarisation politique, de proclamer ou se résigner à accepter allégeance aux deux partis qui se disputent la tutelle de la Kabylie. Par ailleurs, il était extrêmement difficile aux associations de garder leur autonomie face à l'attitude des autorités qui usent de stratégies de manipulation, d'intimidation, de cooptation et de distribution de la rente aux associations satellitaires des cercles du pouvoir, afin de susciter un contre-champ associatif docile et qui fonctionne comme simple relais des autorités.⁸ Par cette stratégie, l'État suscite l'apparition, d'un côté, d'association de plaidoyer et de revendication qui agit comme une soupape de sécurité et source de légitimation pour un régime autoritaire à façade démocratique, et de l'autre côté il permet l'émergence et l'essor d'un associationnisme de développement qui dépend des ressources distribuées par l'État et qui prolonge les actions sociales de l'État et répare les dysfonctionnements de l'administration et tente de répondre aux doléances des citoyens mécontents.

Les assemblées villageoises et les associations culturelles vont accueillir les militants politiques et les jeunes diplômés des universités, en situation de chômage, replié vers le local sécurisant en ces temps de crise économique et sécuritaire des années 1990 et leur offrir des espaces d'activité et d'expression des opinions contradictoires et leur laisser la possibilité d'imprimer ces forums et arènes sociales et politiques de leur activisme et savoir-faire militant varié, riche et moderne. L'activisme de certains militants va donner naissance à des associations culturelles, qui activent parfois de façon complémentaire ou en concurrence avec les comités de villages, en situation de conflit et de coopération partageant des tâches communes ou se disputant le monopole et négociant des espaces d'autonomie et des mécanismes de coopération.

De ce fait, depuis le « Printemps berbère » de 1980 et notamment suite à « l'ouverture démocratique » de 1989, la Kabylie a connu une dynamique associative sans commune mesure. Cette dynamique qui prolonge et modernise les pratiques délibératives des assemblées villageoises dépasse de loin celle qui est observée dans les espaces citadins qui sont considérés pourtant comme l'espace naturel de l'activité associative.

En effet, il est communément admis dans la communauté scientifique spécialiste du mouvement associatif que l'action associative est un phénomène essentiellement citadin (Salhi 1999, Derras 2007). Or, la

1990 et 2000 avec 37 associations pour chacune d'elle devant largement Tizi-Ouzou avec 7 et Bejaia 5 associations. (Derras 2007 : 29)

⁸ Le conseil national de transition installé en 1995, pour pallier la dissolution du parlement en 1992, est occupé majoritairement par du personnel issu du mouvement associatif, puisque 85 des 100 sièges de l'institution étaient des militants associatifs. Voir Laurence Thieux, 2009 : p.5.

Kabylie⁹ comme territoire rural, la majorité des villages dispose d'un maillage associatif très dense.¹⁰ Et dans ce fort tissu associatif, les comités de villages¹¹ occupent une place centrale. C'est le cas de la wilaya de Tizi-Ouzou, qui totaliserait 699 associations sociales « supposées être actives » créées entre 1989 et 1998, ce qui représente 31 % de l'ensemble des associations locales (2258).¹² Ainsi un bon nombre de villages de la wilaya de Tizi-Ouzou, notamment ceux situés dans les communes de montagne¹³, possédait un comité de village agréé et d'autres continuent d'activer sans solliciter l'obtention d'agrément. Pour la wilaya de Bejaia, le nombre d'associations de village créé entre 1990 et 1999 est de 394.(Hachrouf, 2010 : p.30). En 2017, la wilaya de Tizi-Ouzou se classe en deuxième position avec 6014 associations derrière la capitale (11692) et devant la wilaya de Bejaia en troisième position avec 5502 associations.¹⁴

La vitalité des assemblées villageoises s'exprime par leur capacité d'adaptation à la nouvelle situation politique libérale post 1989 et de saisir les opportunités qui se présentent pour pouvoir engranger et agréger les ressources disponibles et capter l'aide publique en mobilisant les relais au sein de l'administration originaires des villages pour la construction d'infrastructures publiques. Les comités de villages se sont mutés, aussi, en de véritables entrepreneurs publics.

Pas étonnant que ces institutions séculaires attirent l'attention de la communauté scientifique pour démêler ses liens avec la contestation de 2001. Les auteurs étudiés dans ce texte s'accordent sur le constat empirique de l'implication des assemblées villageoises dans l'encadrement de la contestation de 2001. Les raisons avancées pour expliquer cet engagement des comités de villages sont variées. Certaines explications suggèrent implicitement comme s'il s'agissait d'une implication par défaut, qui s'impose suite au « vide politique » laissé par la faillite des médiations institutionnelles (Direche-Slimani 2006, Layachi 2004), un « réinvestissement » « hautement symbolique » de la tribu et de *Tajmaet*, comme cadre de la mobilisation, qui a du sens pour le lien social (Direche-Slimani 2006). Ou bien de considérer ce choix comme le fait de tourner le dos aux structures administratives modernes des APC et de former un obstacle et un danger pour la mobilisation du fait qu'elle constitue une

⁹ Le Mzab, comme la Kabylie, est une région où domine le mode d'organisation communautaire est émaillé de lieux de sociabilité associative très dense.

¹⁰ Selon Mahé, avant 1914 sur une vingtaine d'associations existant en Algérie, la Kabylie était la seule région rurale représentée. Il s'agit de l'association *Progrès Saharidjien* fondée en 1908 à Djmaa Saharidj par un instituteur kabyle, Karadi, et un couple d'instituteurs français. 1909 ou 1910, Les jeunes Oughlissiens, association fondée par un Kabyle des Ait Ouaghliis. Ces deux associations ont été créées dans deux régions de Kabylie qui ont bénéficié d'une scolarisation précoce et intensive. (Mahé 2001 : 297).

¹¹ Les comités de village activent légalement sous des dénominations diverses. On utilise souvent le terme association sociale, et parfois association socioculturelle ou association culturelle qui porte le nom d'un ancêtre, d'une personnalité locale. Dans certains cas, le comité active sous le couvert d'une association religieuse.

¹² Salhi 1999. Statistiques du Service des Associations de la Wilaya de Tizi -Ouzou.

¹³ En 2009, 134 associations activent dans la daïra d'Iferhounene dont 46 comités de villages (48 villages). Annuaire 2009.

¹⁴ Source Ministère de l'Intérieur 2017.

« tradition politique non modernisée », « dépassée et méconnue » (C. Lacoste-Dujardin 2002). D'autres mettent en valeur leur « vitalité » qui varie suivant les régions kabyles ce qui leur permet d'être un ressort disponible pour encadrer la mobilisation, (Sahi 2002) et les ressorts qu'elles peuvent offrir à la mobilisation comme arènes publiques modernisées de convergences des ressources politiques, foyers de la citoyenneté et de la culture politique moderne (Mahé 2004).

Cela a conduit parfois à des approximations et confusions entre les structures tribales et les assemblées villageoises (Layachi 2004) et à l'usage de catégories inappropriées pour dénommer ces unités politiques et espaces de sociabilités, les comités de villages, suivis du qualificatif d'institutions traditionnelles (Direche-Slimani 2006, Amrouche 2009, Lacoste-Dujardin 2002, Salhi 2002), même si les termes sont parfois enrobés entre parenthèses ou accompagnés d'explications pour clarifier les nuances et indiquer les mutations récentes. Cela relève d'une démarche statique qui tend à figer et essentialiser ces ressources organisationnelles et politiques ou à affaiblir les approches dynamiques déployées par certains auteurs.

Ces travaux n'ont pas analysé la dynamique temporelle de la mobilisation, ni décortiqué les modalités pratiques de l'implication des comités de villages et déplié la diversité des configurations militantes.

Malgré ces insuffisances ils ont indiqué la vitalité de ces entités et leur capacité à se constituer en ressorts disponibles pour encadrer la mobilisation sous forme de coordinations qui ne se substituent pas aux villages, qui gardent leur autonomie d'action (Salhi :2002), comme « cellules de base de l'organisation du mouvement » (Tilleli :2003) et leur participation « à la reconstruction d'un passé prometteur et porteur d'identité » sans retour aux archaïsmes des formes mais pour porter un projet tourné vers la modernité (Direche-Slimani : 2006). De se constituer en véritables arènes politiques où se convergent les ressources politiques, les réseaux militants de différents horizons qui ont pu se pérenniser en dépit de la perte de certaines de leurs fonctions et prérogatives « passablement rogné » par l'ordre politique français puis algérien. Ces modes d'auto-organisation qui sont de véritables refuges de la citoyenneté se sont renouvelées, adaptées et modernisées en accompagnant la dynamique contestataire du « Printemps berbère » de 1980 et l'essor du mouvement associatif qui en est suivi qui a contribué à renouveler sa culture politique. Cette capacité d'adaptabilité et de réactivité de ces assemblées ont constitué des ressorts pour la prise en charge de la contestation populaire de 2001 et demeurer « le foyer de légitimité de l'ordre politique et social ». (Mahé 2004)

Nous inscrivons notre travail dans cette perspective initiée par Mahé qui explore la forte connexion du mouvement social de 2001 avec le dynamisme des assemblées villageoises. Il reste à entreprendre une description ethnographique des dynamiques temporelles de mobilisation de ces ressources organisationnelles à l'échelle locale, des villages, communes et daïras de Kabylie. Chaque localité de Kabylie s'est transformée en arène publique où a été initié un processus de mobilisation de ses ressources militantes, mis en place un dispositif d'organisation et d'action et s'est engagée dans une dynamique de coopération et de coordination avec les

multitudes configurations qui ont émergé, et qui se sont empilées et regroupées à l'échelle intercommunale et interdépartemental.

2. Modes d'organisation et de fonctionnement : la tribu ou la « commune kabyle »

Un des enjeux de la mobilisation de 2001 pour les différents protagonistes est de maîtriser le processus de définition de la nature du mouvement social en cours, dans un contexte d'urgence et d'adversité, par une mise en langage de la protestation, l'élaboration de plate-forme de revendications, la mise en place de dispositifs d'action militants et la construction de la dimension identitaire du mouvement. Dans cette première phase de construction identitaire, les acteurs procèdent à la dénomination des collectifs militants, choisissent des modes d'organisation en fonction de la définition qu'ils font de la situation conflictuelle, des besoins de la mobilisation, des profits des acteurs et de leurs trajectoires et des ressorts dont dispose la société.

Ce processus de construction de l'identité collective du mouvement social selon la conception de Dubar de l'identité (1995) est le résultat « d'un travail incessant de négociation entre des actes d'*attribution*, des principes d'identification venant d'autrui et des actes d'*appartenance* qui visent à exprimer l'identité pour soi, » (Neveu, 2005 : p.77). Ainsi c'est dans cette relation conflictuelle avec les adversaires et les différents alliés que ce travail identitaire se produit.

L'émergence du mouvement dit « des arouch » sur l'espace public a suscité autant d'inquiétudes que d'espoirs chez une partie des élites médiatiques, politiques et intellectuelles qui ne comprenaient pas comment la Kabylie, une région dotée de riches traditions de luttes nationalistes, démocratiques et identitaires, où la tribu a disparu comme entité politique et guerrière, pouvait faire émerger un mouvement qui se donne une dénomination en référence à des structures dites traditionnelles et anachroniques aux antipodes des aspirations démocratiques dominantes.

En effet, les structures tribales ont été détruites pendant la colonisation, notamment après l'échec de l'insurrection paysanne, tribale et confrérique de 1871¹⁵ et la mise en place d'une « politique coloniale cohérente officiellement assimilatrice, en fait profondément destructrice » (Colonna, 1987 : p.167) de l'ancien ordre tribal et paysan (Sénatus-consulte 1863, le régime civil entre 1871-1880, le code de l'indigénat 1881, confiscation de la justice traditionnelle¹⁶, etc.). Le réseau tribal était inséré

¹⁵ Entre 1858 et l'insurrection de 1871, la Kabylie bénéficiait des franchises municipales et judiciaires et était sous le régime administratif dénommé « l'organisation Kabyle » qui institua la tribu pour la première fois comme une « entité administrative » dotée d'un « conseil non permanent » formé des *amins* des villages, et son chef, *amin el oumana*, est théoriquement élu par leurs suffrages. (Ageron 1968, T1 : 278)

¹⁶ L'administration coloniale a créé, après l'insurrection de 1871, de nouvelles instances de substitution à l'image des « *djemâa des douze* » (*tajmaet n tnac*) installées en Grande Kabylie (*cercle Fort-National-Mekla divisé en 18 sections en 1876*), chaque section est composée de (12) notables nommés et d'un président fonctionnaire. Un *amin* uniquement chargé de renseigner les autorités était proposé à chaque village (Ageron 1968, t. 1, p. 283).

dans une nouvelle unité administrative dénommée le douar (créé en 1857) qui reproduisait en Grande Kabylie les limites de la tribu et dans les localités sous peuplées il regroupait plusieurs archs (Mahé 2010). Ces politiques administratives successives « ont contribué à brouiller les souvenirs et à entretenir une grande confusion » autour des structures politiques traditionnelles chez la population kabyle (Lacoste-Dujardin 2002 : 141). Après l'indépendance, le découpage administratif de 1984 a instauré des communes sur les limites des territoires des tribus, sans que cela traduise une volonté politique des autorités de pérenniser les tribus (Mahé 2001).

Face à ces bouleversements politiques et économiques la Kabylie s'est adaptée mieux que les autres régions et a réussi son intégration économique au système capitaliste colonial par une composante sociale diversifiée (Favret 1967), une forte émigration ouvrière et l'émergence d'une élite intellectuelle, économique et d'intermédiaire. Son dynamisme a permis la pérennisation de son institution municipale en dépit des politiques administratives qui ont accompagné le régime civil visant à la phagocyter ou la contrôler. Elle a assuré un engagement politique intense et décisif dans le mouvement nationaliste puis dans la lutte militaire anticoloniale et l'alimentation de l'État indépendant d'élites et du personnel politico-administratif et a initié l'émergence de mouvements démocratiques et identitaires.

De ce fait, cette modernité politique ne pouvait s'accommoder d'une résurgence des structures tribales. La fluidité des échanges humains induit par l'émigration, le contact avec la modernité capitaliste, la destruction de l'ordre tribal et paysan ancien, choc immortalisé par le génie poétique de Si Mohand Oumhand, ont constitué des bouleversements profonds qui ont déstructuré les repères identitaires traditionnels et reconstruit les liens sociaux sur la base de l'appartenance nationale et de l'émergence d'une conscience identitaire berbère. Cette reconstruction identitaire s'est exprimée sur l'espace public depuis au moins le mouvement du « Printemps berbère » de 1980, se projette au-delà des références tribales, régionales et nationales en s'adressant au territoire de *Tamazgha* de l'Afrique du nord.¹⁷

Cette « *djemâa des douze* » « souleva en Kabylie une vive réprobation dont les poètes se sont fait l'écho » (Abrous 2004 : 3).

¹⁷ Le congrès mondial amazigh, CMA, ONG créé en 1995, en France, regroupant les associations à caractère social, culturel, de développement et de protection de l'environnement des pays de *Tamazgha* (Afrique du nord et Sahara) de la diaspora, qui a pour but de porter la revendication identitaire berbère à l'échelle des organisations internationales et défendre les droits et intérêts des berbères. Le premier congrès du CMA a eu lieu en 1997, à Tafira, archipel des Canaries. Le CMA, symbolise cette conscience pan-berbère. Le CMA s'est divisé en deux structures en 2011 après la scission de l'aile de Rachid Raha qui crée l'AMA, Assemblée Mondiale Amazigh. Le CMA est co-présidé par la militante Kamira Nait Sid originaire du village de Tifilkout, d'Illiltén (TO), mise sous mandat de dépôt le 2 septembre 2021 pour « atteinte à l'unité nationale et appartenance à une organisation terroriste » dans le cadre d'une compagne d'arrestation et du démantèlement de l'encadrement politique local du MAK et des autres mouvances fédéralistes et autonomistes et de plusieurs militants du *hirak*.

J. Berque écrivait, à juste titre, en 1956, sur la focalisation des recherches coloniales sur l'identification de l'ennemi qui bloquait la conquête française « [...] la plupart [administrateurs ou chercheurs français] se sont placés et restés, peut-être jusqu'à nos jours, au niveau de la tribu, jugée réalité par excellence ». (Berque 1956 : p.186) On craint que ce constat soit d'actualité. En effet, la mobilisation de 2001 a fait constituer la tribu comme un enjeu politique, médiatique et scientifique aussi bien par les différents protagonistes que par les chercheurs qui apprécient différemment son mode d'implication et les effets de la dénomination du mouvement et sur la trajectoire de la mobilisation.

D'emblée, il faut indiquer que la majorité des chercheurs s'accordent sur le constat empirique que le modèle d'organisation dominant des contestataires n'est pas le arch et c'est bien les catégories administratives modernes qui ont servi comme cadre d'organisation des collectifs militants mis en place durant les premières semaines des affrontements pour transformer les violences en processus politique. Ensuite, ils optent pour des perspectives différentes pour rendre compte de ce décalage entre la diversité des formes d'organisation et la perception publique de la mobilisation comme « mouvement des archs ».

Ainsi, l'ethnologue Lacoste-Dujardin, pointe du doigt l'inadéquation de la tradition montagnarde kabyle avec « le mouvement des archs » qui adopte des schémas d'organisation et de fonctionnement inspirés de la tradition politique traditionnelle kabyle considérée comme « dépassée et non modernisée ». Amrouche explore la même perspective que Lacoste-Dujardin et met en lumière la centralité politique prise par la tribu dans cette dynamique contestataire qui a réactivé, transformé et adapté la tribu aux besoins de la démocratie participative moderne où elle participe à la construction d'une nouvelle communauté politique comme une « mémoire partagée » et incarnée une conscience historique. Pour d'autres, le arch semble ressembler à un souvenir mais qui ne fonctionne plus sur ce registre, bien qu'il soit tiraillé par des tensions entre des pulsions citoyennes et des pesanteurs communautaires et la reprise des schémas d'organisations traditionnels et communautaires (Salhi :2002), ou à une mémoire historique mobilisée et réinvestie politiquement par les contestataires, qui a du sens pour le lien social et la définition de soi (Direche-Slimani :2006). Enfin, certains chercheurs insistent sur la disparition de la tribu comme unité politique et guerrière et dont la mémoire est défailante et fragmentée, qui a subsisté uniquement comme nom qui s'est vidé de son contenu et subsisté comme cadre de réseaux de socialité privilégiés, topographique et matrimonial (Mahé :2004 ; Tilleli :2003)

Quant aux modes de la représentation du mouvement ils estiment qu'ils étaient hétérogènes et s'effectuent avec une procédure réduite à sa simple expression puisque aucun débat, ni sur la forme ni sur le fond de cette délégation, n'a accompagné la désignation des délégués à la fin de l'assemblée générale (Mahé 2010), s'exercent sous forme de délégation qui n'est pas de type traditionnel mais qui s'accompagne de pesanteurs communautaires (Salhi :2002). La délégation est assurée non pas par des représentants mais par de jeunes porte-parole aux profils hétérogènes sur le plan professionnel et partisan (Amrouche :2009), et l'horizontalité obère l'émergence d'individualités dotées de pouvoir de décision (Lacoste-

Dujardin :2002), et le mode de prise de décision par consensus est loin des impératifs de l'expression citoyenne (Salhi :2002).

Nous pensons que le mode de délibération par consensus n'est pas un obstacle en soi à la gestion démocratique du mouvement social, puisque cette recherche du consensus sinon de l'unanimité est imputée au modèle des *Quakers Action Groups*, nombreux dans les mouvements de droits civiques et dans les mouvements pacifistes et antinucléaire,¹⁸ et altermondialistes. Notre regard doit être porté sur la manière dont ce consensus est construit, avec ou sans la participation de la majorité des militants, avec ou sans usage de la violence et des multiples formes d'intimidations.

Cette référence au arch comme cadre d'organisation témoigne d'un côté des rivalités entre les différents groupes et collectifs militants à vouloir imposer leur histoire locale et leur cadre de mobilisation comme récit collectif dominant pour l'ensemble de la mobilisation, et de l'autre côté, de l'attribution d'une identité promue par les cadrages médiatiques et de sa reprise par beaucoup des acteurs collectifs à l'échelle locale, par effet de mode, par suivisme entaché d'ambiguïté et de flottement et intégré dans des perspectives différentes.

En effet, les différentes localités n'ont pas une mémoire homogène et unique de leur histoire tribale, chaque territoire possède des empreintes mémorielles spécifiques et les traditions tribales ne sont pas réactivées dans toutes la Kabylie, puisque seules quelques régions ont ressuscitées quelques attributs « marginaux » de la tribu, à l'image des At Jennad en 1987 (Mahé :1996) où une charte des dépenses somptuaires fut adoptée par les représentants des assemblées de quarante-huit villages sur cinquante que compte la tribu.¹⁹ Ainsi au début de la mobilisation, certains acteurs contestataires qui ont initié la structuration du mouvement, comme ceux d'At Jennad, At Ghobri, etc., se sont engagés avec le savoir-faire militant dominant dans leur localité qu'ils ont tenté naturellement de transférer vers d'autres arènes militantes de coordination qui se constituent. La nouveauté et l'attractivité médiatique suscitée par cette dénomination arch l'ont popularisé au point d'être réapproprié et intégré, par effet d'imitation de la vague qui déferle, par des acteurs locaux qui, pour certains parmi eux, n'ont aucune notion de l'histoire tribale de leur localité laissée dans l'oubli. Ils utilisent simultanément aussi bien des dénominations en référence à la commune qu'à la tribu, sans pour autant assumer politiquement ce « choix » du cadre tribal, dont ils ignorent l'histoire, les limites et les codes de fonctionnement. Et pourtant, la perception de l'opinion publique de la mobilisation ne retient que cette dénomination d'un « mouvement des arouch ».

Ces études ont décortiqué la mobilisation et ses ressorts et identifié sa nature pour attester que ce mouvement de 2001 n'a pas réinventé la tribu, qu'il n'est pas archaïque, et qu'il procède d'une culture politique moderne,

¹⁸Cefai, 2007 : p343.

¹⁹ D'autres tribus se sont inscrites dans le cadre de ce processus bien avant les événements de 2001, à l'instar de la mise en place de la convention du arch Illoulén Ousamer en 1994, At-Bouaddou (daira des Ouadhia) en 1990, de la convention intercomités de villages de chemini et Souk Oufella, créé en 1995, de la création d'une coordination des notables des villages de la commune d'Ighrem, CNVCI le 26 janvier 2001 et de *Taeellaqt n Sid Lmufeq* chez les At Mlikech, et enfin la charte de la tribu Iwaquren (Bouira) en 2005.

démocratique et laïque puisque la Kabylie ne pouvait faire émerger les tribus comme acteurs politiques (Mahé :2004). Et que le mouvement citoyen n'est pas un « mouvement de tribus », qu'il a mis en place une « organisation hybride originale, associative et communautaire » qui « importe en son sein les règles communautaires » (Tilleli :2003). Ces auteurs ont montré que ces structures mises en place sont de « type associatif que tribal » qui ont permis une « réactualisation de la tradition fédérative kabyle par impératif de proximité topographique sans aucune retribalisation dans la Kabylie de 2001 » (Salhi 2002), une mobilisation qui s'est appuyée sur un « maillage associatif puissant et une organisation de la société civile qui ont échappé à la prise en charge de l'État et aux partis politiques locaux ». Par ailleurs, la référence à la tribu est intégrée comme un critère géographique et administratif au sens moderne du terme sans aucune nostalgie, ni volonté de réactiver son mode de représentation, ni son fonctionnement et ses codes (Direche-Slimani :2006), et que ce mouvement a réactivé la tribu en l'adaptant aux besoins d'une démocratie participative et a contribué, dans certaines situations, à la « retribalisation » de la ville (Amrouche2013).

Une bonne partie de ces études n'appréhendent pas le mouvement de contestation comme un processus de dynamiques temporelles travaillées en permanence par des opérations d'ajustement et d'adaptation aux multiples mutations de l'environnement de la contestation et de la modification des stratégies et des formes d'actions et d'anticipations des coups des différents protagonistes (Fillieule 2012). Ils éclipsent la diversité des modes d'organisation de la mobilisation à l'échelle locale des communes et daïras aux topographies et histoire sociale et politiques singulières.

En effet, une des spécificités de cette mobilisation par rapport aux mouvements de 1980 et de 1988 c'est d'une part, sa capacité phénoménale de mobilisation et son aptitude à la maintenir pour une si longue durée, et d'autre part, l'intense implication de la majorité des localités de Kabylie dans l'organisation des actions protestataires, dans la prise en charge des solidarités envers les familles endeuillées et les blessés, dans la mobilisation et l'encadrement de la population. Les localités ont acquis un pouvoir de décision de façon inégal en fonction notamment du profil des militants qui animent chaque collectif et des réseaux de soutiens qu'ils peuvent mobiliser. Elles le partagent avec l'ensemble des coordinations au sein des structures de commandement.

Aucune de ces études n'a décrit et analysé la dynamique temporelle d'une mobilisation au niveau d'une localité, commune ou daïra de Kabylie, pour rendre compte concrètement comment des acteurs, en chair et en os et ayant des parcours divers, ont fait face au drame, mis en place des collectifs militants, organisés la mobilisation, suscités l'adhésion du public, délibérés, plaidés et négociés leurs décisions auprès des coordinations régionales et nationales, tissés des alliances avec d'autres coordinations, opposés et dénigrés des adversaires, activés dans les coulisses des conclaves, menacés de se retirer du mouvement, préparés et organisés un conclave, etc. Enfin, ils se sont adaptés aux mutations de l'environnement du conflit.

D'où l'intérêt d'étudier une de ces dynamiques temporelles à l'échelle d'une commune ou daïra pour décrire comment prennent les dynamiques de mobilisation collective. Examiner comment se façonnent les publics, se tissent des intrigues et des histoires et se dessinent des trajectoires d'acteurs, d'adversaires et d'ennemis et comment se réapproprie l'histoire

sociale et politique locales, la mémoire des luttes, la perspective qu'ont les gens de leur tribu, de leur territoire, de leur histoire et comment ont fait usage des moyens de communication moderne.

3. Médias et mobilisation de 2001 : Cadrage médiatique et définition du mouvement

La mobilisation de 2001 pose de façon pertinente les liens complexes, de tension et de coopération, d'attraction et de défiance mutuelle entre les contestataires et les médias. L'accès des mouvements sociaux à l'espace public dépend du traitement de cette conflictualité par les médias, et afin d'élargir le potentiel de mobilisation il y a intérêt pour les protestataires de déployer des « stratégies d'intéressement » pour mobiliser ces relais médiatiques, c'est-à-dire obtenir « un ticket d'entrée » à une visibilité et l'accès aux faveurs de l'opinion publique (Granjon F. 2009). Les médias assurent la diffusion synchronique à large échelle de l'espace social l'émotion de l'indignation suscitée par l'assassinat des jeunes manifestants, et participent activement à la « construction » de l'image du mouvement et sa « déformation », même si aucun des protagonistes n'a la maîtrise totale de la couverture du mouvement social (Neveu 2005). Les acteurs mobilisés sollicitent les médias comme relais de leur action et insèrent les journalistes dans leur stratégie d'ascension au sein des structures du mouvement.

La présence de la télé et du journaliste au milieu des militants les conduit à ajuster leurs pratiques contestataires en fonction des attentes de ces médias, et du public destinataire. Pour un jeune militant, passer à la télé est une forme de reconnaissance sociale et une gratification eu égard aux sacrifices consentis. La recherche d'une visibilité médiatique induit des pratiques émeutières et des performances militantes qui relèvent d'un ajustement des registres d'action du mouvement aux impératifs du scoop médiatique et de la mise en scène de l'information qui façonne et crée l'événement.

La couverture médiatique de la mobilisation 2001 a suscité des polémiques et clivages au sein de l'opinion publique et a conduit les militants à exiger des responsables de la télévision publique (ENTV) de présenter des excuses publiques sur sa couverture jugée partielle et stigmatisante notamment de la marche du 14 juin 2001. Ces tensions ont attiré l'intérêt des chercheurs pour examiner cette relation passionnelle entre les médias et le mouvement de 2001.

Les études sur le mouvement 2001 divergent sur le rôle attribué aux médias comme partenaires-rivaux (Neveu 1999) dans la diffusion et l'imposition du terme *arch* et la dénomination en référence au paradigme tribal, et de son adoption par les différents acteurs et son impact sur la stigmatisation de la contestation. Entre ceux qui ignorent ou éludent cette question (Lacoste-Dujardin :2002, Layachi 2004; Ben Hounet 2004, Yacine 2002, etc), ceux qui considèrent que le mouvement a suscité l'admiration de la presse qui loue en lui « une image de démocratie directe et participative [qui] a su mobiliser » la population (Amrouche 2013), ou attiré l'attention de la presse qui a « glosé sans fin sur « le retour au tribalisme » en Kabylie, » et qui « a oublié l'aspect de réinvestissement hautement symbolique que

contenait la démarche (Direche-Slimani2006), et d'autres chercheurs qui intègrent les médias en tant qu'acteur impliqué dans le conflit, comme un « magistral trompe-l'œil » médiatique qui a généralisé l'usage du terme arch (Mahé 2004), ou insister sur les effets structurant de la diffusion et la popularisation de cette dénomination tribale sur le mouvement de contestation(Salhi2004), et vouloir se défaire de cette vision mythique du mouvement promue par les médias, sur le rôle assumé par les tribus dans la consolidation et la cohésion de la protestation (Tilleli2003)

Cependant beaucoup de ces études sont construites sur la base de données de seconde main (Lacoste-Dujardin, Direche-Slimani, Layachi, Yacine, Ben Hounetetc.,) et précisément d'informations extraites des comptes rendus de la presse électronique algérienne et étrangère. Certains chercheurs ont eux-mêmes produit leurs propres matériaux par des enquêtes ethnographiques, des observations *in vivo* et *in situ* (Salhi 2002, Tilleli 2003), et/ou à partir d'entretiens avec les acteurs de cette mobilisation.²⁰(Amrouche2009, Mahé 2010) Ce manque d'enracinement empirique de certaines analyses a conduit parfois à une forme de « violence faite aux données » (Olivier de Sardan 1996) ou un « décrochage interprétatif » (Lahire 1996) puisque les matériaux sur lesquels elles s'appuient sont insuffisants (en richesse, en qualité...).

Il n'est pas inutile d'expliquer les effets du cadrage médiatique sur la conception qu'on peut se faire d'une mobilisation. Plusieurs spécialistes des rapports entre les médias et les mouvements sociaux (T. Gitlin 1980, P. Champagne 1984, W. Gamson 1989, E. Neveu 1999) ont mis en lumière cette relation de complicité et de tension, de coopération et de concurrence entre les deux associés-rivaux (Neveu 2005). Ils ont mis en évidence la manière dont les comptes rendus de la presse sont fabriqués à partir de catégories et de schèmes de perception, parfois biaisés ou obsédés par la recherche d'une image choc, des propos crus et tranchant ou d'un profil d'acteur clivant, qui ne rendent pas compte de la diversité des parcours des acteurs contestataires. Gamson a souligné le problème de cadrage de l'information sur les mobilisations ou comment cette « symbiose conflictuelle » pour reprendre l'expression de Gitlin, impose un cadrage du mouvement qui ne correspond pas à l'image que se font les acteurs protestataires de leur mouvement, mais dont ils ne peuvent se débarrasser. Les médias interviennent aussi sur la structuration des groupes mobilisés et créent des concurrences entre les acteurs en assurant le rôle de certification médiatique des leaders. (Neveu 1999)

Ainsi, il nous semble que certaines données et conclusions des travaux sur 2001 sont l'effet de cette « symbiose conflictuelle » qui participe à la construction d'une image et d'une identité véhiculées par les médias. Rares sont les auteurs qui ont pris une distance critique à l'égard de ces cadrages journalistiques ou mis en relief l'effet des constructions médiatiques sur l'identité et la trajectoire de la contestation.

Pour forcer un peu le trait, globalement les médias sont peu favorables aux mobilisations même si on peut concéder un traitement

²⁰La rareté de l'usage de l'enquête ethnographique n'est pas propre aux études sur le mouvement social de 2001, mais il concerne globalement les travaux sur la sociologie des révolutions et des mobilisations qui ne recourent que très rarement aux méthodes ethnographiques. Voir Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier (2012 : p. 795)

médiatique varié et opposé. Selon Gamson « l'un des traits constitutifs du discours médiatique tient dans la grande rareté des « cadres d'action collective » qu'il véhicule. Les conditions sociales de production du discours journalistique lui font éviter les problématisations en termes d'injustice, d'imputation de responsabilité à des institutions ou des personnes désignées avec précision. Elles ne valorisent pas davantage l'idée de l'action collective comme source efficace et légitime de changement social ». (Neveu 1999 : p.36)

Ainsi, les auteurs qui nous concernent ne maîtrisent pas les conditions de constitution de leurs propres matériaux. Ce sont les journalistes qui sélectionnent, découpent et trient dans un flot incessant d'informations sur les multiples événements protestataires auxquels ils ont rarement assisté, ou tout simplement pris connaissance par des témoignages par téléphone de certains acteurs qui se transforment en journalistes ou de témoins des événements, ou des « confidences » des responsables sécuritaires et politiques qui fuient des informations sur les acteurs et leaders de la contestation. De ce fait, « l'activité protestataire [est] réduite à ce qu'en recensent les journaux » (Neveu 1999 : 24) et les chercheurs ne font que rarement un effort de mise en contexte et de mise en perspective des « effets de biais de la sélection par les quotidiens » et les télévisions des événements protestataires et sur « l'énorme évaporation d'événements manifestants entre ceux enregistrés par la police et ceux dont parle la presse » (Neveu 1999 : p.24).

Ce décalage entre la diversité et l'intensité des pratiques protestataires et les comptes rendus médiatiques est conséquent dans un contexte politique où la liberté de la presse n'est qu'un vœu dans la pratique journalistique dans un régime autoritaire à « façade démocratique » (Addi 2011 : p.158) et les sources officielles sont difficilement accessibles aux journalistes et les rédactions sont infiltrées par les agents des services de sécurité qui distillent les informations de façon orientée selon des agendas et objectifs non maîtrisés par l'ensemble des journalistes. L'exemple typique de cette situation est la diffusion en boucle par l'ENTV, l'unique chaîne qui avait le monopole sur l'espace audiovisuel, des images de violence, d'affrontements, de désordre, de chaos et de panique générale qui ont émaillé la marche du 14 juin 2001. Ces images sont accompagnées de commentaires stigmatisant sur les manifestants kabyles venant envahir la capitale ou celui du ministre de l'Intérieur qui remercie les « jeunes des quartiers de la capitale sortis défendre leur honneur » face aux actes de « sabotage » des manifestants (Le Matin 18.6. 2001). L'image médiatique construite et imposée est celle « d'un mouvement violent, extrémiste et dangereux pour l'ordre public à peine rétabli et en pleine convalescence de la violence terroriste des années 1990 ». En contrepartie de cette image, une partie de la presse qui s'engage aux côtés des contestataires est tentée, parfois, par une présentation élogieuse d'une mobilisation toujours ascendante qui ne faiblit pas et qui propulse des délégués au-devant de la scène comme leaders du mouvement en fonction de leur proximité politique et le journaliste pousse la connivence jusqu'à se transformer en secrétaire, conseiller politique et compagnon du militant.

On comprend l'intérêt des médias pour le mouvement de 2001 et la « fascination » des journalistes,²¹ quelle que soit la ligne éditoriale de leurs journaux, pour les formes d'actions violentes, les affrontements entre les forces de l'ordre et les jeunes révoltés, avec ses lots de morts, de blessés, de destructions des biens publics et des images et photos chocs qui ne manqueront pas de susciter de fortes émotions et clivages au sein de l'opinion publique.²²

L'adoption et la diffusion du terme arch par les médias ont conduit à le constituer comme un cadrage dominant pour tous les acteurs, ou selon le terme de Gamson (1989) une « panoplie » ou un cadrage interprétatif qui formate les regards dépréciatifs sur le mouvement de 2001, y compris par le regard académique. Le regard de la presse sur le mouvement est construit sous le prisme dominant du risque, de menace, de division, du chaos, du désordre, de peur de scission du corps social, de sédition, de retour aux archaïsmes et au régionalisme et à la guerre civile, répartition du pays chèrement libéré du joug colonial. Tout ce travail de catégorisation manipule la mémoire, l'imaginaire et travaille le corps social. Les médias dominants fabriquent une perspective d'un mouvement de 2001 dangereux pour l'ordre social, pour l'unité nationale, générateur de troubles et défenseurs d'intérêts régionaux voire d'agent de puissances étrangères. C'est une mobilisation d'une rhétorique puissante et d'un imaginaire dévastateur.

Rester prisonnier des données des médias sans pouvoir les vérifier et les confronter à l'expérience du chercheur sur le terrain conduit inévitablement à construire un rapport particulier au site d'enquête et à limiter la perception du chercheur de la situation, car paradoxalement « le dépouillement de la presse « informe davantage sur la presse que sur les événements protestataires. Il ne peut devenir significatif que conjugué à une rigoureuse sociologie des médias » soutenait Fillieule (Favre 2009 : p.346). Cela conduit, parfois, à quelques approximations notamment celles relatives aux dénominations des différentes structures mises en place par les contestataires. Lacoste-Dujardin, cite la plate-forme d'El Kseur signée par la

²¹Il faut signaler la diversité de la couverture médiatique des événements qui renvoie à des stratégies politiques et des positionnements vis-à-vis des autorités et de ses segments constitutifs et de la trajectoire professionnelle et politique des journalistes. En plus de l'engagement de certaines publications en faveur du mouvement et du souci professionnel d'informer, chaque journal utilise des mises en scène du conflit et des violences pour s'attaquer et affaiblir ses adversaires. Cependant, il faut signaler que rares sont les journaux qui résisteront à l'arsenal policier, juridique et fiscal répressif mis en place par les autorités pour imposer une normalisation autoritaire, comme les quotidiens *Le Matin*, *El Watan*, *Liberté*, *El Khabar*. Le quotidien *Le Matin* le plus engagé en faveur de la contestation de 2001 a dénoncé les tortures des protestataires à Tkout (Batna) et a assuré une large couverture quotidienne des événements contestataires au point d'être considéré par les militants comme le porte-voix du mouvement de 2001. Il a subi les représailles du gouvernement par la fermeture du journal et l'emprisonnement de son directeur, Benchicou Mohamed, en 2004, pour une peine de deux ans.

²²Gitlin (1980) a étudié les rapports des médias et le syndicat étudiant SDS de la gauche radicale américaine des années 1960 et a analysé l'intérêt de la presse aux formes de violences prônées et aux mises en scènes des *happenings* par le syndicat et les effets multiples du cadrage médiatique sur la structuration, le choix des formes d'action violentes qui attirent l'attention médiatique, l'émergence des leaders et la montée en puissance et le déclin du syndicat SDS. Voir Neveu 1999 : 25-28.

CADC et non par l'ensemble des coordinations regroupées dans l'interwilayas et aborde le mouvement de protestation comme si l'ensemble des différents collectifs et coordinations se sont structurés uniquement selon la modalité tribale qui se sont fédérés par dairas et par wilaya. C'est généraliser une configuration minoritaire en modèle de référence d'organisation de la contestation. Layachi (2004) parle lui aussi du recours « aux seuls ressorts de mobilisation disponibles que sont les structures tribales ».

Travailler uniquement sur les données médiatiques ne permet pas de construire une approche dynamique qui peut saisir les configurations temporelles de la contestation, les tergiversations et hésitations des acteurs en situations réelles de l'affrontement, les incertitudes des débats interminables des conclaves et les déchirures internes, les solidarités qui se mettent en place, les trahisons et les regrets, les exclusions de militants aguerris, la propulsion de simples militants en de représentants de coordination et les luttes partisans pour le contrôle du mouvement, l'euphorie et le bonheur des sacrifices consentis, les larmes de joie et de tristesse, décrire l'action en train de se faire, capter l'émotion *in situ* et *in vivo*. C'est dans ce sens, que la majorité des travaux n'ont pas décrit la dynamique temporelle de la contestation dans sa complexité, ses zones d'ombre, son moment de zénith et de déclin, avec en filigrane les palpitations, les dilemmes pratiques auxquels sont confrontés les acteurs qui sont inscrits dans une multiplicité de sites et mondes de l'espace social et le choix des répertoires d'action.

4. L'engagement militant dans le mouvement social 2001 : sociabilités politiques et culture publique

La mobilisation de 2001 exprime un rapport de « dépolitisation de la politique »²³ qui s'est nourri du désenchantement de la population de l'expérience démocratique initiée après les émeutes d'octobre 1988 qui s'est traduit par la faible participation aux différents scrutins et le discrédit des partis politiques, principalement du FFS (front des forces socialistes) et du RCD (rassemblement pour la culture et la démocratie), qui administrent les municipalités de Kabylie depuis les premières élections locales du 12 juin 1990 et du 23 octobre 1997. Leur rivalité, leur opposition systématique et concurrence sur « l'instrumentalisation de la question identitaire » ont fortement segmenté l'espace public et conduit à la « bipolarisation du mouvement culturel berbère » (Illikoud 2006 : p.173) scindé en deux tendances (Coordinations/commissions nationales). Le mouvement islamiste, notamment son aile politico-militaire, qui a mené une attaque frontale pour la prise du pouvoir politique durant la décennie 1990 a renforcé cette segmentation. Le RCD s'est opposé au mouvement insurrectionnel islamiste et s'est rapproché graduellement du pouvoir politique jusqu'à rejoindre le gouvernement du nouveau président de Bouteflika, le 24 décembre 1999, avec deux ministres. En revanche, le FFS s'est maintenu dans son opposition

²³ Expression utilisée par A. Meghraoui (2004) pour qualifier le processus politique au Maroc qui a « marginalisé les questions de pouvoir et d'autorité ».

systématique au « pouvoir » et l'a conduit à se rapprocher avec le mouvement islamiste du FIS en signant un accord politique de Saint Egidio, le 13 janvier 1995.

Les élus des deux partis sont rejetés par les contestataires de 2001 en leur refusant de rejoindre les nouvelles coordinations qui se mettaient en place durant les premières semaines de la mobilisation et en obligeant les militants des partis à se faire élire dans leurs quartiers et villages de résidence pour prétendre prendre part à cette dynamique protestataire. À l'approche des scrutins en 2002 et 2004 les tensions s'accroissent et plusieurs sièges des partis politiques ont été saccagés et incendiés, notamment ceux du FFS et du RCD, par les jeunes émeutiers pour exprimer leur colère et rejet de la participation de ces partis aux élections, attitude qualifiée de « trahison du sang des martyrs » et du mouvement.

Ce rejet des partis politiques n'a pas dissuadé les militants partisans de s'engager dans la contestation en tant que délégués des coordinations pour des motivations contrastées. De ce fait, le mouvement social de 2001 ouvre une opportunité politique aux militants politiques qui sont contraints de militer ensemble dans des collectifs communs et à s'efforcer de mettre en veilleuse leurs animosités qui durent depuis au moins une décennie.

Ces militants aux perspectives divergentes et visées tactiques disparates (FFS, RCD, PST, MDS, PT²⁴, etc.), tentent à travers des processus de coopération et de concurrence, de coordination et de dispute et de dispositifs d'action et d'intervention diverses, de faire face aux multiples contraintes de leur environnement et aux tensions qui naissent de leur inscription dans deux espaces politiques distincts, qui obéissent à des normes, objectifs et modes de fonctionnement et agendas politiques qui sont parfois en confrontation. Ils sont souvent soumis au dilemme de choisir leur camp, d'obéir non sans déchirures soit à la discipline et hiérarchie partisans ou aux contraintes de la dynamique contestataire.

Ce savoir-faire et cette compétence de travailler ensemble et de mutualiser les ressources militantes ne sont pas si étrangères à l'espace public kabyle, puisque les arènes publiques villageoises agrègent des militants associatifs et partisans hétérogènes et leur offrent l'opportunité de servir l'intérêt collectif villageois, en les contraignant à une mise en veilleuse de leurs attaches partisans et à une mise à distance du politique. Les comités de villages sont des pépinières où se forment les militants qui acquièrent les savoir-faire nécessaires à la gestion des affaires publiques.

En effet, cette culture publique (Cefai 2009) du travail en collectif et en coordination avec l'ensemble des acteurs est constitutive de l'ordre municipal villageois. Le caractère communautaire de l'assemblée villageoise oblige tous les villageois, sous peine d'amende, à participer aux assemblées générales et aux travaux d'intérêt général. De ce fait, les différents militants politiques doivent s'impliquer ensemble dans des processus de coordination et de conflit, de concertation et de tension, dans les affaires du village. Leur participation dans les assemblées générales engage des débats politiques à la recherche des compromis et des issues aux conflits et problèmes publics. Même si leur divergence politique les empêche, parfois, de travailler dans

²⁴ PST : Parti socialiste des travailleurs, MDS : Mouvement démocratique et social, PT : Parti des travailleurs.

une même équipe, ils échangent des critiques et demandent des comptes aux membres du comité et, de ce fait, ils participent ensemble, dans leur diversité et conflictualité, à animer cette arène publique et à acquérir cette compétence de travailler ensemble.

Par ailleurs, le caractère collégial de la gestion des affaires du village, sans chef ni de leader doté de pouvoir important et l'obligation de faire participer l'ensemble des citoyens dans la prise de décision, ouvrent la possibilité d'explorer la voie de la mutualisation des ressources militantes, de coordination des compétences, de concertation et de délibération collective pour le bien commun. Ce mode de fonctionnement s'associe avec le pragmatisme des assemblées villageoises soucieuses de l'intérêt collectif contraignant les acteurs partisans à se soumettre à cette ligne de conduite au risque de compromettre leur insertion dans l'ordre villageois.

Enfin, cette arène publique est aussi un espace de cohabitation de plusieurs générations de militants et de nouveaux acteurs associatifs aux parcours variés qui ont émergé en faveur du « Printemps berbère » de 1980. Le dynamisme des militants des associations culturelles, religieuses et sportives contraint le comité de village à redéfinir ses missions et son rôle dans l'espace public, à coordonner, concerter et négocier avec ses acteurs hétéroclites qui sont de différentes sensibilités politiques (berbériste, indépendantiste, communiste, islamiste, nationaliste, etc.).

C'est dans ce cadre que nous nous interrogeons sur le rapport qu'entretiennent ses militants engagés dans le mouvement 2001 avec la culture publique, les traditions de protestation, le savoir-faire politique et organisationnel, l'expérience militante, la culture politique acquise dans les arènes publiques villageoises et tout au long des différentes dynamiques contestataires en Kabylie. Comment est réappropriée et réinventée cette culture publique dans des contextes d'expérience et des parcours militants ?

Comment s'est construit ce savoir-faire, le sens de la justice et de l'injustice, de ce qui est révoltant et inacceptable, de ce qui est l'ami et l'adversaire, de l'allié et du traître, de la confiance dans l'autre et de la possibilité de travailler et militer ensemble ?

L'intensité de la violence verbale et physique qui a saturé l'espace public durant la décennie 1990 a altéré et paralysé le savoir-faire militant acquis au sein des arènes publiques villageoises qui ont pris le pas devant les logiques et clivages partisans. Par ailleurs, ceci indique la difficulté et peut-être l'incapacité des acteurs à transférer cette culture publique de conciliation et mutualisation des compétences et de convergence acquise dans l'espace public communautaire vers l'espace public régional et national notamment dans des contextes politiques de forte tension. Cet obstacle s'explique, nous semble-t-il, par la différence d'arènes publiques dans lesquelles activent ces militants à l'échelle villageoise, inter-villageoises et départementale. Chaque échelle a ses propres normes, contraintes et dynamiques où se joue des enjeux différents et intervient des acteurs, individuels et collectifs, aux profils contrastés qui ne sont pas tous issus des arènes villageoises et qui sont connectés à des réseaux de sociabilités et de loyautés hétéroclites. Ces obstacles s'amplifient à mesure de l'élargissement de la forme de l'échelle et de la ramification de ses connexions.

C'est ce qui explique, nous semble-t-il, la violence du discours des acteurs en conflit, la nature de la culture politique des élites, le manque de la

culture de la négociation et de la diplomatie, l'inflation du lexique vindicatif qui puise dans l'histoire de la guerre d'indépendance et de la « décennie noire » des années 1990 des images et schèmes pour stigmatiser ses adversaires comme traîtres et à la solde de l'ennemi. Ce discours a une forte résonance auprès du public, il constitue une grammaire de l'action politique des contestataires qui a sa pertinence du fait qu'il forme un cadre de perception en vue de disqualifier les adversaires politiques du moment. Il diminue les opportunités d'émergence et l'expression d'opinions diverses dans un espace public saturé par les émotions, la crainte de la manipulation, et le manque de confiance entre les partenaires du mouvement. De ce fait, la mobilisation des affects prend une place centrale dans les dynamiques de mobilisation des différents acteurs collectifs impliqués dans le conflit. La fidélité et la trahison du sang des martyrs est un marqueur de ralliement et d'exclusion dans les rangs de la contestation et sert comme outil de fabrication du consensus, de limitation des défections et de resserrement du contrôle social et politique.

Les motivations de l'engagement militant ont fait l'objet de réflexion des chercheurs pour analyser les raisons d'agir et la radicalité des formes d'action des contestataires qui s'expliquent par des éléments de langage spécifique à la théorie de la frustration relative de T. Gurr (1970). Ainsi, la violence des révoltés de 2001 est un effet de la marginalisation économique et de la terreur de la guerre civile (Direche-Slimani 2006), et de la violence des jeunes qui se sentent exclus et délestés de la maîtrise de leur destinés (Salhi, 2002), des jeunes qui veulent se « faire entendre » et « réclamer leur place dans la société algérienne » qui les a marginalisés du fait de la difficulté d'accès au marché du travail et de la privation de la possibilité de réaliser le rêve d'émigrer vers la France (C. Lacoste-Dujardin 2002), la jeunesse sans emploi, sans droits vit dans un pays sans liberté et sous la double menace du pouvoir rentier et des islamistes se révolte pour « l'exigence de la dignité humaine » et la satisfaction de la revendication identitaire qui sont deux revendications indissociables (Yacine 2002).

Ces démarches ne sont pas loin de l'explication mécanique en reliant la frustration avec l'émergence de la contestation et elles évacuent les conflits d'interprétation qui se jouent en *situations* sans étudier la complexité de son processus de politisation, et sans porter attention au processus d'engagement, les dynamiques temporelles et les contextes d'expérience des jeunes dans des contextes situés et les compétences nécessaires au passage à l'acte, en s'imprégnant de leur univers de sens et de catégorisation. C'est-à-dire comment les jeunes traversent « un processus de prise de conscience collective et publique d'une situation problématique » et se lancent dans le travail d'imputation de responsabilités, d'attribution de causes et d'anticipation de conséquences. C'est cette dynamique et « processus de co-définition et de co-maîtrise de situations problématiques » (Cefai 2009 :p.248) qui permet aux jeunes de transformer ou non une situation de trouble en processus politique qu'il faut, d'ailleurs, décrire dans son contexte d'émergence à partir des activités en train de s'y accomplir. Décrire la temporalité des moments d'épreuve qui provoquent des mobilisations soudaines comme l'a été la séquence de l'assassinat du lycéen Guermah.

Ce que ces études n'ont pas pu appréhender c'est la description et l'analyse des épreuves et des expériences vécues par les jeunes ordinaires ou expérimentés, qui pour certains parmi eux, vont subir des transformations

dans leurs trajectoires biographiques et devenir émeutiers, militants et délégués et participer à la naissance de nouvelles configurations militantes, vivre des intrigues et trancher des dilemmes, assumer des rôles et occuper des places avec leur affectivité et sensibilité et transformer leur environnement et leur propre identité aux flux ou reflux de leur engagement. Ils approprient la culture publique, la détournent, la féconde, l'ampute et la réinvestissent d'un sens nouveau.

Cette approche porte également attention à l'engagement militant dans le mouvement social de 2001 par l'observation des connexions entre les militants et les réseaux des activistes qui se mettent en place avant et durant la mobilisation. L'observation empirique de la Kabylie indique qu'elle est traversée par un dense maillage de liens associatifs, des réseaux de sociabilités diverses qui ont été activés et favorisés l'engagement lors de la mobilisation de 2001. McAdam (1988) a montré comment la connexion et le contact avec des militants engagés favorise l'engagement, et la disponibilité biographique, le soutien et la compréhension des proches et l'implication des amis dans la mobilisation encouragent l'engagement militant (Neveu 2005). Cette perspective exige une enquête de terrain sur les réseaux militants pour montrer comment l'impulsion à s'engager est corrélative des attaches à des sociabilités et à des cultures militantes. (Cefai 2007).

Ce qu'il y a lieu d'entreprendre, ce n'est pas de se focaliser sur les raisons déterministes de l'engagement mais de commencer par s'intéresser à ce que signifie militer dans un mouvement social pour ceux qui sont pris dans cette dynamique ? C'est-à-dire aller à la rencontre des trajectoires et biographies militantes, tenter de se défaire du prisme de l'explication de l'engagement uniquement par le facteur des gains matériels et se pencher vers d'autres dimensions de l'engagement. Plusieurs pistes s'offrent à nous. Explorer la métaphore de Hirschman (1983), du « pèlerinage » durant lequel le militant-pèlerin accepte les risques et les inconvénients de son implication ou de celle de Gaxie sur les effets de l'engagement sur l'intégration sociale, par le partage des émotions communes, sentiments de gratitude du devoir accompli dans un combat juste, ou celle de Passerini (1988) qui met en lumière le fait d'appartenir à une grande famille qui donne sens plus excitant et plus intense à la vie à travers la participation à un mouvement dont les enjeux dépassent les projets et bonheurs individuels (Neveu 2005). Et de savoir comment l'engagement dans un mouvement social « structure provisoirement toute l'expérience vécue autour du conflit » et procure un sentiment d'estime de soi, de l'honneur retrouvé et de la dignité reconquise. Ou étudier les techniques de militance utilisées par les protestataires et le savoir-faire militant mobilisé au sens de Hirsh (1988), c'est-à-dire la montée en conscience, la montée en puissance, la polarisation et la délibération collective. (Neveu, 2005 : p.74)

Il serait intéressant, par ailleurs, d'accompagner cette attention portée aux réseaux et sociabilités militantes par une approche à partir du concept de « protagonisme » de Burstin²⁵ pour rendre compte comment ce

²⁵ « Dès qu'un événement traumatique atteint un corps social et parvient à mobiliser l'attention collective, les individus deviennent non seulement ses témoins et ses spectateurs, mais ils ont aussi tendance à intervenir en tant que participants, à devenir en somme de véritables protagonistes de l'Histoire. » Haïm Burstin, 2010 : p.8.

moment traumatique d'avril 2001 a constitué un puissant facteur d'engagement par le bas de personnes ordinaires sans ancrage ni savoir-faire politiques préalables qui se retrouvent bouleversés par ce choc « qui incite les individus non seulement à adhérer à l'événement, mais aussi à se mettre en vue, à parler, à raconter, à se raconter. Il s'agit là d'une volonté de sortir de l'anonymat pour s'inscrire durablement dans l'histoire, volonté qui amène un nombre jusqu'alors inconcevable de personnes à laisser des traces multiples de leur passage à travers l'événement révolutionnaire » (Burstin 2010 : pp.7-8)

Il s'agit de savoir comment les itinéraires personnels croisent les événements historiques et traumatiques qui les propulsent comme protagonistes dans l'arène publique.

Enfin, ce que cette mobilisation de 2001 a ouvert comme piste de réflexion c'est de considérer ce mouvement social comme forum et arène politique de circulation, de transmission, de renouvellement et d'innovation de la culture publique. Le mouvement 2001 a engagé une intense activité politique inestimable, faite de discussion, d'échange, de délibération et de négociations dans les coulisses des réunions et conclaves interminables. De 2001 à 2005, des assemblées générales dans les villages et quartiers (entre 2500 à 3000 villages)²⁶ et des réunions des délégués de villages au niveau des communes (entre 130-150. Mahé 2010), daïras et archs sont tenues, des conclaves des organisations départementales sont organisés chaque week-end, à chaque fois dans une localité différente,²⁷ mettant en connexion des centaines de délégués venus des différents villages et communes de Kabylie. Des commissions sont installées pour prendre en charge des questions organiques, de logistique, de solidarité, d'information, etc.

Ces assemblées générales ont permis de faire circuler des idées, opinions et projets politiques, de débattre et de polémiquer, de rallier ou de s'opposer, de soutenir ou de critiquer, d'encenser ou de vilipender, de se mettre en scène devant un auditoire et de négocier un compromis ou de défaire une alliance. Elles constituent des écoles de formation militante intensive et de jonction entre les différentes générations de militants cloisonnées durant des décennies de peur et de suspicion, en formant de jeunes militants qui ont acquis auprès des anciens du MCB et des partis

²⁶ La wilaya de Tizi-Ouzou compte 1400 villages et celle de Bejaia 895 (Yesguer2009). Ajouter les villages kabyles dans les wilayas de Bouira, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Jijel et Boumerdes.

²⁷ Au moment de la phase ascendante de la mobilisation, il existait une forme de concurrence entre les différentes localités pour l'organisation des conclaves, ce qui offrait une visibilité politique et médiatique à l'organisateur du conclave et du crédit et un sentiment de fierté pour les militants locaux. Toutes les ressources politiques, logistiques et humaines sont mobilisées pour la tenue et la réussite de cette manifestation politique. Les organisateurs transforment la réunion politique en fête rituelle en sacrifiant un bœuf à l'honneur des participants qui sont tenus de leur part d'honorer cette hospitalité par la prise de décisions importantes voire historiques au bout de deux jours d'intenses échanges et négociations entre les leaders des coordinations les plus influentes de la coordination départementale. Dans les moments d'impossibilité de tisser un consensus, les organisateurs transformaient la question en une affaire d'honneur pour contraindre les présents à trouver un compromis et sauver la face et ne pas finir les travaux en queue de poisson.

politiques démocratiques un savoir-faire militant de gestion des assemblées, de rédaction de PV et de déclarations, de travail de coordination, de négociation et d'organisation des actions militantes et protestataires. Ce mouvement a constitué un moment de renouvellement et de modernisation de la culture publique. Aucune région d'Algérie n'a connu ce moment d'intenses activités militantes, et à aucun moment de l'histoire de ses multiples mobilisations, la Kabylie n'a jamais observé un tel échange politique, une telle densité de connexion entre militants d'horizons divers et d'exercice des pratiques délibératives à grande échelle. Cette singularité politique de la Kabylie peut-elle faire tache d'huile dans d'autres régions ?

5. De l'élargissement de la contestation. Cloisonnement des espaces contestataires et mobilisations multisectorielles

Les différents protagonistes de la dynamique de mobilisation, contestataires et autorités, se disputent sur l'enjeu central de la maîtrise, le contrôle et l'orientation de la trajectoire du déploiement de la mobilisation. Face à cette mobilisation inédite qui se propage en Kabylie, les autorités tentent par tous les moyens de la freiner, la confiner dans un territoire à haut taux de stigmatisation et couper les éventuelles connexions entre les différents sites contestataires qui commencent à prendre forme sur l'ensemble du pays.

En examinant ces différentes études on s'aperçoit que les auteurs, dans leur majorité, partagent le même constat empirique de la circonscription de la contestation à la Kabylie, mais divergent sur les arguments mobilisés pour la compréhension du manque de résonance de la mobilisation en dehors des frontières linguistiques et culturelles kabyles. Certains avancent l'hypothèse de la spécificité des traditions de mobilisations en Kabylie où les dynamiques villageoises sont plus alertes que les autres régions (Salhi 2002 et Tilleli 2003), ou celle de l'inadéquation de la tradition montagnarde non modernisée et dépassée avec des structures inadaptées avec les échelles régionale et nationale (Lacoste-Dujardin : 2002). D'autres auteurs explorent les nuisances de la stratégie d'ethnisation et de confinement du mouvement par les autorités (Direche-Slimani 2006, Yacine 2002 et Layachi 2004), et la création du MAK²⁸ au moment où l'opinion publique était sur le point de basculer en faveur du mouvement (Mahé :2004) ou insistent sur les effets de la catégorisation médiatique sur la perception dépréciative du mouvement (Salhi 2002 et Mahé :2004), et rarement ceux qui pointent du doigt l'absence de relais dans le reste de l'Algérie (Direche-Slimani2006) ou qui soulèvent un problème de loyauté de la Kabylie et son intégration en tant que communauté à la nation (Amrouche2009).

²⁸ Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie crée le 5 juin 2001 par Ferhat Mhenni. Il s'est transformé le 4 octobre 2013 en Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie. Le 18 mai 2021, le HCS, le Haut Conseil de Sécurité classe le MAK comme « organisation terroriste ». Il est accusé d'être l'instigateur des incendies du mois d'août 2021 qui ont ravagé, endeuillé et traumatisé la Kabylie et particulièrement la wilaya de Tizi-Ouzou et d'assassiner le jeune artiste et *hirakiste*, Bensmaine Djamel, venu de Meliana pour se solidariser et aider ses compatriotes de Larba Nat Iraten à affronter cette épreuve tragique.

Le mérite de ces approches est d'indiquer des pistes de réflexion stimulantes qui enrichissent notre savoir sur les multiples ressources dont disposent les dynamiques de mobilisations collectives en Kabylie, même si cette question de l'extension de la contestation ne constitue pas une interrogation fondamentale dans ces travaux.

Ces études laissent d'autres pistes inexplorées. Nous pouvons envisager d'examiner l'hypothèse de l'exclusion et l'absence de relais, courtiers et agents de courtage en Kabylie (syndicalistes, femmes etc.) capables d'une mise en langage non communautaire de la contestation et de l'unification de la perception susceptible de désamorcer la contestation. Et de vérifier la possibilité de manque de résonance des revendications du mouvement avec les préoccupations spécifiques des populations d'autres régions dans le langage et la sensibilité qui leur est propres. Enfin, d'étudier la segmentation des espaces sociaux par le travail intensif de cadrage des autorités à travers la diffusion de clichés et stéréotypes du sens commun visant à maintenir ce cloisonnement des régions d'Algérie et des dynamiques contestataires et affecter les calculs stratégiques des citoyens, et par la stratégie de la « dépolitisation » des émeutes et la « disqualification » des émeutiers. (Ait Aoudia 2015 : p.61).

En effet, les autorités gèrent les différentes émeutes qui accompagnent simultanément la mobilisation de 2001 dans d'autres régions²⁹ d'un point de vue sécuritaire comme un problème qui relève d'atteinte à l'ordre public, déniaient ainsi aux émeutiers de porter des revendications d'ordre politique et économique. Cette disqualification politique des émeutes priverait les groupes mobilisés de la possibilité de transformer la violence en action politique structurée. Ne doit-on pas s'interroger aussi sur l'incapacité des groupes mobilisés à donner du sens politique à leur action, à produire un contre cadrage au discours stigmatisant des autorités ? Y a-t-il d'intermédiaires, de relais et de groupes de soutien au sein ou en dehors des groupes mobilisés de « protagonistes revendiqués » capable de produire une intense narrativité, ce récit politique, ce sens qui manque, construire des passerelles avec les autres groupes mobilisés, comme ce fut le cas lors des émeutes d'octobre 1988 ? (Ait Aoudia 2015)

Effectivement, les médecins, avocats, universitaires, militants des droits de l'homme, militants berbéristes, syndicalistes, étudiants, journalistes, « imams libres » des mosquées, et militants communistes se sont joints aux émeutiers, s'emparent de l'événement et l'amplifient, par des actions de soutiens, produire un contre cadrage de la situation et faire jaillir des revendications en se mobilisant contre la torture, et pour la liberté d'expression, (etc.), où chaque groupe de militants structurés a repris ses

²⁹ Des émeutes dans plusieurs localités au mois de juin 2001, à Ain Kercha, Ain Fekroun et Delaa (Oum El Bouaghi), Ain Naga (Biskra), Khenchla, Annaba, Tebessa, Souk Ahras, Boussaada (Msila). Voir <https://algeria-watch.org/2001>.

Par ailleurs, au cours de l'année 2004 plusieurs émeutes ont émaillé la campagne électorale et l'élection de Bouteflika le 8 avril. Des protestations de chômeurs à Ouargla, juste à côté du cœur économique algérien (pétrole). Des émeutes similaires ont repris la revendication d'accorder une priorité à l'accès à l'emploi aux « enfants du bled », à Annaba, Bordj Bou Arreridj, M'sila dans les hauts plateaux et Béchar au sud-ouest de l'Algérie. Voir Chérif Bennadji, 2004, p.197-198.

revendications classiques.³⁰ Ce processus de politisation des émeutes conduira à une mobilisation multisectorielle (Dobry 1986) qui se manifestera par une multiplication et concomitance des mobilisations des différents collectifs contre la torture puis contre le régime du FLN, ce qui crée une conjoncture de fluidité politique et effacement des frontières entre secteurs et une connexion et une passerelle se mettent en place entre les groupes mobilisés qui, au cours de leur engagement, réactivent leur savoir-faire et expérience militante antérieure. Cette mobilisation contraindra les autorités à cesser la répression et la disqualification des émeutiers pour engager des réformes politiques et institutionnelles. Les émeutes de 1988 deviennent l'acte de naissance de la démocratisation algérienne. (Ait Aoudia 2015)

De cette expérience de mobilisation multisectorielle on peut en tirer des enseignements à partir desquels on interrogera la mobilisation de 2001. Évoquons l'attitude des militants berbéristes à l'égard des événements de 1988. Il est admis que la Kabylie fut relativement épargnée par les émeutes d'octobre 1988, elle assistait presque indifférente à cette révolte et les leaders berbéristes qui étaient surpris par les événements ont appelé au calme. Cette attitude attentiste cache les tractations secrètes d'une partie des leaders des entrepreneurs identitaires pour la reconversion du militantisme culturaliste en parti politique, avec la naissance du RCD, en février 1989 avant l'adoption de la nouvelle constitution. (Illikoud 2006 : p.172)

Cet attentisme des militants du MCB à l'égard des événements de 1988 traduit-elle la méfiance à l'encontre de mobilisations qu'ils n'ont pas initiées et qu'ils ne contrôlent pas ? Rendent-ils la monnaie aux contestataires d'octobre 1988 pour le manque de solidarité à l'égard du mouvement du « Printemps berbère » de 1980 ? Cette perception négative de la mobilisation des autres groupes, cette méfiance mutuelle entre les différents acteurs contestataires sont entretenues et alimentées par les cadrages dépréciatifs des autorités et contribuent à la segmentation de l'espace social. Ce qui rend l'émergence des mobilisations multisectorielles extrêmement difficiles.

Cet héritage resurgira-t-il au moment de la mobilisation de 2001 ? Ou bien les acteurs arriveront-ils à identifier la situation tragique des assassinats de jeunes en Kabylie, aux mois d'avril et mai 2001, comme un événement traumatique qui va propulser des gens ordinaires, quelle que soit leur région, vers l'arène publique pour témoigner leur solidarité et se joindre au mouvement ? Dans cette hypothèse, il faut intégrer la variable des effets des cadrages médiatiques et politiques produits par les autorités capables de construire une perception chez les populations en dehors de la Kabylie que les événements de 2001 ne constituent pas une crise politique, ni une situation révolutionnaire, ni une opportunité politique pour manifester son soutien ou s'engager, en mettant en avant les risques d'atteinte à l'unité nationale et en médiatisant les tendances ethnistes et régionalistes qui traversent le mouvement social et les partis politiques en Kabylie et agiter

³⁰ À titre d'exemple, les islamistes ont repris les points essentiels des 14 revendications de la plate-forme du rassemblement du 12 novembre 1982 devant la fac centrale, organisé par les figures de la *da'wa* à savoir Ahmed Sahnoun, Abdellatif Soltani et Abassi Madani. (Ait Aoudia 2015 :71)

l'épouvantail de la peur du désordre social par la saturation de l'espace public par des scènes de violence et de répression.

Enfin, il convient également, d'envisager d'étudier la forme de l'État, la structuration du pouvoir en Algérie et des élites militaires, politiques et économiques dominantes et la nature des loyautés qui les lient, la nature du régime politique, des partis politiques et du champ associatif et syndical incapables de constituer une large coalition interclassiste, une des conditions nécessaires à la mobilisation multisectorielle. (M. Dobry 1986)

6. Vers une approche ethnographique des dynamiques temporelles de mobilisations situées et des jeux d'échelle de la mobilisation

À la lumière de l'analyse des travaux des auteurs, nous avons signalé plusieurs insuffisances méthodologiques, dont la question de la nature des matériaux utilisés et notamment le problème d'échelle d'observation et d'analyse qui est orientée vers le niveau régional voire national sans articuler le mouvement social avec ses configurations concrètes qui s'expriment dans des dynamiques contestataires variées à l'échelle locale, au niveau des villages et des communes. La pratique militante et l'espace public ont des normes, règles, procédures et rythmes distinctes dans les différentes échelles.³¹

Par conséquent, nous considérons que ces recherches manifestent des difficultés « à rendre compte de la manière dont, concrètement, « prennent », se déroulent et se délitent les mobilisations, en d'autres termes à leur difficulté à repérer et aborder les problèmes que pose à l'analyse » de « l'action collective en train de se faire ». (Liliane Mathieu 2002 : p.92)

Ces observations critiques renforcent le choix méthodologique que nous avons adopté dans notre travail de thèse (2021) qui est de réaliser une recherche essentiellement sur la base d'une enquête ethnographique de terrain qui repose sur les principes de l'itération et de la triangulation et qui réalise un va-et-vient entre l'enquête et la théorie et vise à garder « un pied dans l'abstrait et l'autre dans l'empirique » (Cefaï 2011 : p.11). Notre dispositif d'enquête est axé principalement sur une ethnographie de la dynamique temporelle de la mobilisation au niveau local par la description des événements protestataires à partir d'entretiens avec les différents protagonistes pour rendre compte de leurs perspectives contrastées, et des observations directes et parfois participantes que nous avons pu mener durant les événements de 2001 à Iferhounene (Tizi-Ouzou) et Bejaia. Cette ethnographie a été complétée et recoupée par les données contenues dans les documents et la littérature militante produite par les différents acteurs

³¹Le processus de changement d'échelles est entendu comme « « un changement dans le nombre et le niveau des actions protestataires coordonnées qui conduisent à une protestation élargie regroupant un spectre plus large d'acteurs et à l'établissement de ponts entre leurs revendications et leurs identités » [McAdam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 331], in Isabelle Sommier, « 5. Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in Éric Agrikoliansky et al., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte « Recherches », 2010 (), p. 101-120.

collectifs qui se sont constitués au-fur-à-mesure du déploiement de la contestation. Enfin, les comptes rendus de la presse viennent en appui pour apporter un complément d'information, confirmer ou infirmer une version d'un acteur ou d'appréhender le travail journalistique comme acteur et associé-rival du mouvement social dans ses activités de cadrage de la contestation.

Nous avons envisagé à partir d'une approche dynamique qui s'inspire de la théorie pragmatiste (Cefai 2009) d'étudier les différentes modalités d'engagements situés, des contextes d'expérience et d'action en train de se faire et prêter attention à l'émergence temporelle de l'action collective (Cefai 2009 : 260) dans une daïra de Kabylie (Iferhounene). Cette approche pragmatiste privilégie « l'étude des modalités concrètes d'accomplissement de l'action des mouvements sociaux. » et exige de « s'intéresser aux compétences que requiert l'engagement dans une protestation collective » (Liliane Mathieu 2002 : 92) et aux échanges de coups en situation en plaçant l'acteur au centre de l'explication et une prise en compte de tous les acteurs en présence dans un espace de conflit (Bennani-Chraïbi et Fillieule 2012), et de décrire comment un événement traumatique, l'assassinat de dizaines de jeunes, bouleverse le quotidien des gens ordinaires et les propulse sur l'arène du conflit comme de véritables protagonistes de l'histoire. (Burstin 2010) Il s'agit, à partir de la perspective de Dobry, d'observer « pas à pas » et décrire « ce qui se passe » dans les conjonctures critiques, de l'enchaînement des événements et des mécanismes causaux internes aux situations et les mécanismes de déssectorisation qui produisent la fluidité politique. (Deluermoz, Gobille 2015)

Les travaux sur le mouvement de 2001 ont enrichi le champ d'étude des mouvements sociaux en Algérie et suggéré de nouvelles pistes de recherche et ont permis l'émergence de nouveaux jeunes chercheurs. Cependant, la majorité de ses travaux que nous venons de présenter investissent des approches théoriques traditionnelles qui ont dominées le champ des études d'anthropologie berbère depuis plusieurs décennies. Nous déplorons le peu de recours à des notions, concepts et modèles d'analyse de l'action collective et des mouvements sociaux, de la mobilisation des ressources, du processus politique, de la théorie des cadres et de la perspective pragmatiste qui se sont renouvelés et enrichis depuis le début des années 1990. Notre travail de thèse a tiré profit de ces différents héritages théoriques et contribué à diversifier et renouveler les approches théoriques sur le champ des études berbères, les mouvements de mobilisation, les situations de crise et les processus révolutionnaires.

Le mouvement social de 2001 est une mobilisation citoyenne démocratique d'une ampleur inédite porteuse d'une culture publique délibérative moderne en continuité avec les pratiques municipales des assemblées villageoises constituées comme agoras et arènes publiques fécondées par les riches expériences syndicales et militantes du MCB et des partis politiques démocratiques. C'est un mouvement social profond, un contre-pouvoir puissant, qui, malgré son incapacité à faire aboutir toutes ses

revendications³² notamment le jugement des commanditaires de l'assassinat des 128 victimes et plus de cinq mille blessés et « la mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'État ainsi que des corps de sécurité » (point n11), a imposé un nouveau « cadre cardinal » (Snow 1988) de lutte contre les injustices qui a transformé l'espace public algérien. Il a provoqué des « effets substantiels » (Gamson : 1990) par l'obtention de changement dans les politiques publiques à l'égard de l'officialisation de la langue Amazigh comme langue nationale en avril 2002 et comme langue officielle le 6 février 2016 et la consécration de *Yennayer* comme journée fériée et chômée en décembre 2017.

Reste qu'il n'a pas réussi à produire des « effets structuraux » (*structural impacts*) (Kitschelt, 1986) puisqu'il n'a pas modifié immédiatement le contexte dans lequel il agit. Cependant, les différentes arènes du mouvement au niveau local ont permis de socialiser politiquement des dizaines de milliers de citoyens, et les effets qu'il a initiés à long terme, plaident pour son anticipation et initiation de la « dynamique révolutionnaire du 22 février 2019 », qui a adopté un de ses slogans fétiches, « pouvoir assassin » et engagé un nouveau cycle de mobilisation avec son nouvel cadre cardinal de ruptures.

Bibliographie

- Abrous Dahbia, 2004, « Kabylie : anthropologie sociale », *Encyclopédie berbère*, 26, Edisud, Aix-en-Provence, pp.4027-4030, URL : <http://encyclopedieberbere.revues.org/1416>
- Aït-Aoudia Myriam, 2015, « Des émeutes à une crise politique : les ressorts de la politisation des mobilisations en Algérie en 1988 », De Boeck Supérieur « *Politix* », 4 n° 112, pp.59-82. DOI 10.3917/pox.112.0059
- AbrikaBelaid, 2012, « Rôle et formes de représentativité d'une société civile légitime : cas du mouvement citoyen de Kabylie de 2001 », In La construction des sociétés civiles et le développement entre innovation, subsidiarité et action politique, 8-9-10 juin 2011, Université du Fribourg (Suisse), *Les Cahiers de l'association Tiers-Monde*, N°27 -. pp.59-66.
- Burstin Haïm, 2010, « La biographie mode mineur : Les acteurs de Varennes, ou le «protagonisme» révolutionnaire », Belin « *Revue d'histoire moderne & contemporaine* », 1 n° 57-1, pp.7-24. Mis en ligne sur Cairn.info le 05/04/2016 <https://doi.org/10.3917/pox.112.0009>
- Ageron Charles-Robert, 1968, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)* Tome second, PUF.
- AmroucheNassim, 2009, « De la revendication kabyle à la revendication amazighe : d'une contestation locale à une revendication globale »,

³² La question de la réussite et de l'échec des mouvements sociaux a capté l'intérêt des chercheurs qui ont tenté de mesurer leur effet politique, culturel et biographique. Voir quelques pistes indiquées par Marco Giuni, Réussite et échec des mouvements sociaux, in Fillieule Olivier(S. dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presse de Sciences Po, pp. 469-474.

- L'Année du Maghreb* [En ligne], V | 2009, pp.145-161, mis en ligne le 01 novembre 2012, consulté le 22 juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/553> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.553
- Amrouche Nassim, 2013 « La représentation du village dans la revendication berbériste », *Ethnologie française* 1 (Vol. 43), p. 55-63. DOI 10.3917/ethn.131.0055
- Amrouche Nassim, 2012, « La tribu à la conquête de la ville », in Yves Bonney, Sylvie Ollitrault, Régis Keerle, Yvon Le Caro (dir.), *Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations collectives*, Presse Universitaire de Rennes, pp 173-184.
- Bennadji Chérif, 2004, « Algérie : la fin de la crise politique ? », *L'Année du Maghreb*, I, p175-206. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.303>
- Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier, 2012, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires » Retour sur les révoltes arabes, *Revue française de science politique*, 2012/5 Vol. 62, p. 767-796. DOI : 10.3917/rfsp.625.767
- Ben Hounet Yazid, 2004, « Quelques réflexions sur les événements récents de Kabylie : A propos de la question tribale en Algérie », *AWAL* n° 29, Paris, Maison des sciences de l'homme, pp33-42.
- Berque Jacques, 1956, « Cent vingt-cinq ans de sociologie maghrébine », *Annales. Economies. Sociétés. Civilisation* (ESC) 11^{ème} année, n°3, pp. 296-324, in Jacques Berque, *OPERA MINORA II, Histoire et anthropologie du Maghreb*, in Présentation et notes de Gianni Albergoni, Edition Bouchène, 2001, Paris, pp183-212.
- Cefaï Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte, coll. « bibliothèque du mauss », 727 p., EAN : 9782707152503.
- Cefaï Daniel, 2009, « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2, pp. 245-269, URI : iderudit.org/iderudit/039267ar
- Cefaï Daniel., 2011, « Vers une ethnographie du politique, décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », in, M. Berger, D. Cefaï, C. Gayet-Viaud (Dir.), *Du civil au politique, ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, Peter Lang. www.peterlang.com
- Cefaï Daniel et al., 2012 « Ethnographies de la participation », *Participations*, 3 N° 4, p. 7-48. www.cairn.info/revue-participations-2012-3-page-7.htm
- Colonna Fanny, 1987, *Savants paysans, Éléments d'histoire sociale sur l'Algérie rurale*, OPU, Alger.
- Deluermoz Quentin, Gobille Boris, 2015, « Protagonisme et crises politiques, Individus « ordinaires » et politisations « extraordinaires

- », De Boeck Supérieur, « *Politix* », 4 n° 112, pages 9 à 29, <https://www.cairn.info/revue-politix-2015-4-page-9.htm>
- Derras Omar, 2007, Le phénomène associatif en Algérie, enquête nationale ; Etat des lieux, participation sociale et vitalité associative, Fondation Friedrich Ebert, ENAG, Alger. [Microsoft Word - Enquête nationale sur le mouvement associatif en Algérie.doc \(fes.de\)](#)
- Direche-Slimani Karima, 2006, « Le mouvement des *âarch* en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 111-112 | T2 mars 2006, pp.183-196, mis en ligne le 08 décembre 2011, consulté le 23 juin 2018. <https://doi.org/10.4000/remmm.2873>
- Dobry Michel, 2010, « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », in Bessin (M.), Bidart (C.), Grossetti (M.), dir., *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, la Découverte.
- Favre Pierre, 1990, « Manifester en France aujourd'hui », In Pierre Favre (S. dir.), *La manifestation*, Presse de la fondation nationale.
- Favre Pierre, 2009, « Manifestation », in Fillieule Olivier (S. dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presse de Sciences Po, pp 341-348.
- Favret Jeanne, 1967, « Le traditionalisme par excès de modernité », In *Archives européennes de sociologie*, Tome VIII, N1, pp.71-93
- Gallissot René, 2000, *Le Maghreb de traverse*, Editions Bouchène.
- Giuni Marco, 2009, Réussite et échec des mouvements sociaux, in Fillieule Olivier (S. dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presse de Sciences Po, pp 469-474.
- Granjon Fabien, 2009, Média, Fillieule, (S.Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presse de Sciences Po, pp 349-356.
- Hacherouf Hichem, 2010, « Le mouvement associatif en milieu rural. Le cas de la wilaya de Bejaia », *Insaniyat / إنسانيات* [En ligne], 49, p19-39, mis en ligne le 16 août 2012, consulté le 24 mai 2014. URL : <http://insaniyat.revues.org/4268>
- Ilikoud Ouali, 2006, « FFS et RCD : partis nationaux ou partis kabyles ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 111-112 |, p163-182, en ligne le 08 décembre 2011, URL : <http://journals.openedition.org/remmm/2870>
DOI : <https://doi.org/10.4000/remmm.2870> (consulté le 14 décembre 2021).
- Jasper James, 2001, L'art de la protestation collective, In *Raisons pratiques* n° 12, les formes de l'action collective, Mobilisations dans les arènes publiques, Sous la direction de Cefaï Daniel et Trom Danny, Editions de l'EHESS, Paris, pp.135-159. <http://www.openedition.org/6540>
- Kitschelt Herbert P., 1986, Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies,

British Journal of Political Science, Volume 16, Issue 1, January
1986, pp.57–85, DOI: <https://doi.org/10.1017/S000712340000380X>

- Lacoste-Dujardin Camille, 2001, « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie. La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique », *Hérodote*, 4. N°103, pp.57-91.
DOI : 10.3917/her.103.0057
- Lacoste-Dujardin Camille, 2002, « Grande Kabylie : du danger des traditions montagnardes », *Hérodote*, 4 N°107, pp. 119-146.
DOI : 10.3917/her.107.0119
- Lahire Bernard, 1996 « Risquer l'interprétation », *Enquête*, 3, p.61-87, mis en ligne le 11 juillet 2013, consulté le 02 décembre 2021.
<https://doi.org/10.4000/enquete.373>.
- Layachi Azzedine, 2004, « Ethnicité et politique en Algérie entre l'inclusion et le particularisme berbère », *Naqd*, Penser le politique, N°19/20, pp. 27-54, <https://doi.org/10.3917/naqd.019.0027>.
- Le Saout Didier et Marguerite Rollinde (dir.), 1999, *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*. Paris, Karthala-Institut Maghreb-Europe.
- Mahé Alain, 1996, « Entre le religieux, le juridique et le politique : l'éthique. Réflexions sur la nature du rigorisme moral promu et sanctionné par les assemblées villageoises de Grande Kabylie », in *Anthropologie et sociétés*, vol 20. n°2, pp. 85-110. <https://doi.org/10.7202/015416ar>
- Mahé Alain, 2001, *Histoire de la Grande Kabylie XIXe-XX siècles, Anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Editions Bouchène, Alger.
- Mahé Alain, 2004, « La révolte des anciens et des modernes ou de la tribu à la commune dans la Kabylie contemporaine », DawodHosham (dir.), *Tribus et pouvoirs en terre d'islam*, Paris, Armand colin, p. 201-235.
- Mahé Alain, 2010, « Qu'est-ce qu'être citoyen d'un village dans la Kabylie contemporaine ? Résidents et immigrés en tant que membre, contribuable et citoyen de leur village », in D. Cefai, M. Berger, C. Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Berne, Peter Lang, p. 469-501
- Meghraoui Abdeslam, 2004, « Démocratisation de la corruption au Maroc : réformes politiques dans une culture du pouvoir immuable », in *NAQD*, n° 19/20 Penser le politique, Automne-Hiver, pp.105-126.
<https://doi.org/10.3917/naqd.019.0105>
- Mathieu, Lilian. 2002. Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux. *Revue française de science politique*, 52, 75-100.
<https://doi.org/10.3917/rfsp.521.0075>
- Morizot Jean, 1962, *l'Algérie kabylisée*, J. Peyronnet.

- Neveu Erik, 1999, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, Vol 17, N°98, pp. 17-85
https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1999_num_17_98_2180.
- Neveu Erik, 2005, *Sociologie des mouvements sociaux*, 4^{ème} édition, La Découverte, Paris.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre, 1996 « La violence faite aux données », *Enquête* [En ligne], 3 | p31-59, consulté le 02 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/enquete/363> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/enquete.363>
- Roberts Hugh, 2014, *Algérie-Kabylie. Etudes et interventions*, Barzakh, Alger.
- Salhi Mohamed Brahim, 1999, « Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie », *Insaniyat / إنسانيات*, 8 | p21-42, mis en ligne le 12 novembre 2012, consulté le 27 mai 2014. URL : <http://insaniyat.revues.org/8323>
- Salhi Mohamed Brahim, 2002, « Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie », *Insaniyat*, n 16 janvier-avril, pp 55/97. URL : <http://insaniyat.revues.org/4268>
- Sommier Isabelle, 2010, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in Éric Agrikoliansky et al., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte «Recherches», pp. 101-120.
<http://www.cairn.info/penser-les-mouvements-sociaux--9782707156570-page-101.htm>
- Yacine Tassadite, 2002, « Réflexion autour des émeutes de Kabylie », *Awal* N°25, pp. 21-29.
- Tartakowsky Danielle, 2006, « Quand la rue fait l'histoire », *Pouvoirs*, 1 n° 116, pp. 19-29, <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2006-1-page-19.htm/>
- Tilleli Emma, 2003, « Le Mouvement citoyen de Kabylie », *Pouvoirs* 3 (n° 106), pp. 149-162, <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2003-3-page-149.htm>
- Thieux Laurence, 2009, « Le secteur associatif en Algérie : la difficile émergence d'un espace de contestation politique », *L'Année du Maghreb*, [En ligne], V, p129-144, consulté le 12 février 2013. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/545> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.545
- Yesguer Hichem, 2009, *Enclavement des espaces ruraux. Approche géographique de l'ouverture/fermeture des villages kabyles*, thèse de doctorat, Université du Havre. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00426292>